

# Chronique des décisions du Comité des droits de l'homme des Nations Unies (2022)

Johel Dominique, Tina Stavrinaki

DANS REVUE TRIMESTRIELLE DES DROITS DE L'HOMME 2024/1 (N° 137), PAGES 125 À 163  
ÉDITIONS ANTHEMIS

ISSN 0777-3579

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-trimestrielle-des-droits-de-l-homme-2024-1-page-125.htm>



CAIRN.INFO  
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Anthemis.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# **Chronique des décisions du Comité des droits de l'homme des Nations Unies (2022)**

PAR

**Johel DOMINIQUE**

*Docteur en droit, chercheur associé au CRDH,  
fonctionnaire des Nations Unies à Genève\**

ET

**Tina STAVRINAKI**

*Maîtresse de conférences, Université d'Utrecht  
Membre du Comité des Nations Unies  
pour l'élimination de la discrimination raciale*

---

## *Résumé*

Cette chronique annuelle présente les décisions adoptées par le Comité des droits de l'homme en 2022. Elle vise à identifier les tendances principales dans les constatations et décisions du Comité afin de promouvoir sa connaissance.

## *Abstract*

This chronicle on the views and decisions adopted by the Human Rights Committee in 2022 aims to identify all main trends and strengthen its dissemination.

---

## **Introduction**

La présente chronique porte sur les décisions du Comité des droits de l'homme des Nations Unies adoptées en 2022, en vertu du Protocole facultatif

---

\* Les vues exprimées dans cette contribution sont personnelles et n'engagent pas l'Organisation des Nations Unies.

se rapportant au Pacte relatif aux droits civils et politiques (ci-après : le Pacte). Le Protocole reconnaît la compétence du Comité pour recevoir et examiner des communications émanant de particuliers s'estimant être victimes d'une violation par un État partie d'un des droits énoncés dans le Pacte<sup>1</sup>. En 2022, le Comité a adopté 124 décisions, dont 49 sur le fond. 17 communications ont été déclarées irrecevables et, pour 58 communications, il a été décidé de mettre fin à l'examen ou elles ont été retirées<sup>2</sup>.

En suivant la structure d'examen de plaintes individuelles, la chronique présente les décisions sur la recevabilité (I), avant d'évoquer les décisions sur le fond (II).

## I. La recevabilité

Le Comité s'assure de sa compétence avant d'examiner la recevabilité d'une communication. Le particulier doit avoir épuisé tous les recours internes disponibles. La communication ne doit pas être anonyme ou « incompatible avec les dispositions » du Pacte, ni constituer un abus du droit de soumettre une plainte. Le Comité vérifie que la même question n'est pas en cours d'examen devant une autre instance internationale d'enquête ou de règlement des différends.

### A. Ratione materiae

Le Comité déclare la communication irrecevable en vertu de l'article 3 du Protocole lorsque le grief soumis porte sur une question qui ne rentre pas dans le champ d'application du Pacte. Ainsi, le Comité a acquiescé que les griefs concernant le droit de propriété et l'acquisition de la citoyenneté d'un État spécifique sont incompatibles *ratione materiae*, car ils ne sont pas garantis par le Pacte<sup>3</sup>. Dans l'affaire *D. Č. c. Lituanie*, le Comité rappela sa jurisprudence selon laquelle l'article 2 du Pacte énonce des obligations générales pour les États parties qui ne peuvent donner lieu, lorsqu'elles sont invoquées séparément, à une plainte dans une communication présentée en vertu du Protocole facultatif<sup>4</sup>.

En outre, le Comité réitéra que les griefs au titre du paragraphe 2 de l'article 14 sont incompatibles *ratione materiae* avec les dispositions du Pacte et

<sup>1</sup> Les deux traités sont entrés en vigueur le 23 mars 1976. Le Pacte est ratifié par 173 États dont 117 ont ratifié le Protocole facultatif.

<sup>2</sup> Voy. <https://juris.ohchr.org>.

<sup>3</sup> Com. dr. h., décision *X e.a. c. Slované*, n° 3024/2017, 4 novembre 2022.

<sup>4</sup> Com. dr. h., décision *D. Č. c. Lituanie*, n° 3327/2019, 24 mars 2022. Voy. également Com. dr. h., décision *O.H.D., O.A.D. et B.O.M. c. Australie*, n° 3023/2017, 25 mars 2022.

sont donc irrecevables en vertu de l'article 3 du Protocole facultatif, lorsque le plaignant n'a jamais été inculpé ni reconnu coupable d'une infraction pénale ou autre<sup>5</sup>. Le Comité rappela également son Observation générale n° 32 (2007), où il a clarifié que le droit à l'égalité d'accès à un tribunal, consacré à l'article 14, § 1<sup>er</sup>, du Pacte, vise l'accès aux procédures de première instance et n'implique pas un droit de faire appel ou d'autres recours<sup>6</sup>.

De même, l'article 14 ne s'applique pas à des procédures d'expulsion et d'éloignement et une procédure administrative consécutive à une condamnation pénale n'équivaut pas à une double peine au sens du paragraphe 7 de l'article 14 du Pacte<sup>7</sup>. Dans sa jurisprudence, le Comité déclare que les procédures relatives à l'extradition, à l'expulsion et à la déportation d'étrangers ne relèvent pas de la détermination des « droits et obligations dans le cadre d'une action en justice » au sens de l'article 14, mais sont régies par l'article 13 du Pacte. Le Comité n'applique pas dans ces affaires, toutefois, le principe *iura novit curia* afin d'examiner les allégations au titre de l'article 13<sup>8</sup>.

Enfin, le Comité déclare irrecevables les allégations de violation d'autres traités relatifs aux droits humains, tels que la Convention relative aux droits de l'enfant et la Convention relative au statut des réfugiés, rappelant que ces allégations ne relèvent pas du champ d'application du Pacte<sup>9</sup>.

### B. Les plaintes non étayées

Le plaignant doit étayer suffisamment ses griefs en exposant les faits et les éléments de preuve sans pour autant être tenu de prouver à ce stade la violation dont il se plaint. Pendant la période examinée, vingt-huit communications ont été déclarées irrecevables, dans leur ensemble ou en partie, comme insuffisamment étayées, en vertu de l'article 2 du Protocole facultatif. Ce motif d'irrecevabilité présente, par conséquent, une importance particulière, étant donné qu'un grand nombre de justiciables n'ont pas de connaissances suffisantes sur la jurisprudence du Comité et qu'ils n'ont pas d'accès aux services de conseils juridiques.

Dans quelques cas, les limites entre les motifs d'irrecevabilité ne sont pas étanches. Lorsque le plaignant, journaliste indépendant, invoque le droit à la

<sup>5</sup> D. Č. c. Lituanie, préc.

<sup>6</sup> Com. dr. h., décision *X c. Lettonie*, n° 3254/2018, 4 novembre 2022.

<sup>7</sup> Com. dr. h., décision *Graham Cayzer c. Australie*, n° 2981/2017, 25 juillet 2022.

<sup>8</sup> Com. dr. h., décision *Alexander Lapshin c. Biélorussie*, n° 2945/2017, 19 juillet 2022.

<sup>9</sup> O.H.D., O.A.D. et B.O.M. c. Australie, n° 3023/2017, préc.

liberté d'expression garanti par l'article 19, il doit démontrer, en premier lieu, en quoi les informations demandées sont d'intérêt public<sup>10</sup>. L'affirmation du plaignant qu'il n'est pas en mesure de payer intégralement la dette impayée pour des services liés à l'entretien et à la gestion d'une copropriété, sans risquer de se retrouver sans abri ou dans une autre situation de grave précarité ou de difficulté qui représenterait un risque imminent de menace pour sa vie ou d'exposition à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants au sens du paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 6 ou de l'article 7 du Pacte, n'est pas suffisamment étayée. Le Comité exige des informations sur la valeur des actifs financiers du plaignant, ou sur sa propre incapacité à obtenir un emploi, une aide sociale ou un autre logement pour éviter de se retrouver sans abri. Des documents médicaux sont nécessaires pour étayer le risque de problèmes de santé graves pouvant être qualifiés de torture ou de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants<sup>11</sup>.

Toute plainte relative à l'article 26 du Pacte doit démontrer que le plaignant a subi une distinction ou un désavantage qui serait déraisonnable ou non objectif<sup>12</sup>. Au contraire, le grief relatif à l'article 26 du Pacte a été considéré comme suffisamment étayé lorsque le plaignant alléguait que l'État partie ne lui avait pas accordé une exemption de la condition d'avoir un certain niveau de connaissance du danois, en raison de son handicap linguistique, pour obtenir la citoyenneté<sup>13</sup>.

Il n'est pas rare que le Comité déclare irrecevable la partie des allégations qui ne contiennent aucune autre précision supplémentaire pouvant expliquer la violation<sup>14</sup>. Dans l'affaire *Nuryphaev c. Kazakhstan*, le plaignant a invoqué une violation des articles 19 et 21 du Pacte pour se plaindre de sanctions qui lui avaient été imposées pour avoir organisé et tenu un rassemblement non autorisé. Le Comité rappela que, selon sa jurisprudence et son Observation générale n° 37 (2020) sur le droit de réunion pacifique<sup>15</sup>, les réunions d'une seule personne ne relèvent normalement pas de l'article 21, mais de l'article 19<sup>16</sup>, et il a déclaré cette partie de la communication irrecevable en vertu de l'article 2 du Protocole facultatif.

<sup>10</sup> Com. dr. h., décision *S.M. c. Bosnie-Herzégovine*, n° 3154/2018, 8 juillet 2022.

<sup>11</sup> *X c. Lettonie*, n° 3254/2018, préc.

<sup>12</sup> Com. dr. h., décision *R.E.I. c. Pays-Bas*, n° 3015/2017, 4 novembre 2022.

<sup>13</sup> Com. dr. h., décision *J.S.K.N. c. Danemark*, n° 2754/2016, 25 octobre 2022.

<sup>14</sup> Com. dr. h., décision *Maksat Nuryphaev c. Kazakhstan*, n° 2827/2016, 7 juillet 2022 ; décision *Larissa Shchiryakova c. Biélorussie*, n° 2848/2016, 7 juillet 2022.

<sup>15</sup> CCPR/C/GC/37, §§ 12-13.

<sup>16</sup> *Maksat Nuryphaev c. Kazakhstan*, n° 2827/2016, préc.

Dans l'affaire *O.H.D., O.A.D. et B.O.M. c. Australie*, le Comité n'a pas accepté l'argument mis en avant par l'Australie, selon lequel les allégations relatives à la violation du droit au respect de la vie familiale étaient insuffisamment étayées et de nature hypothétique, vu que les plaignants étaient entre-temps volontairement retournés au Nigéria. Le Comité a noté que les auteurs avaient contesté que leur retour ait été volontaire, étant donné que rester sur le territoire australien aurait entraîné un risque de détention. Dans ce contexte, le retour des plaignants n'a pas en soi rendu la présente communication sans objet et, par conséquent, l'allégation selon laquelle la décision de renvoyer les auteurs au Nigéria violait leurs droits en vertu du Pacte a été suffisamment étayée<sup>17</sup>.

Le niveau d'étalement exigé par le Comité dépend du contenu de l'allégation présentée. Deux paramètres sont pris en compte : d'une part, la pertinence des éléments de preuve et la « densité » d'étalement. Dans une affaire d'extradition, le Comité n'a pas été satisfait par la seule présentation d'une lettre de la sœur du plaignant, dans laquelle il mentionnait seulement qu'il a été régulièrement harcelé par le Service fédéral de sécurité et menacé de détention et que sa maison a été détruite<sup>18</sup>. D'autre part, cette condition de recevabilité n'est pas satisfaite si le plaignant n'apporte aucun élément pour démontrer dans quelle mesure certaines allégations n'ont pas été prises en compte par les autorités compétentes dans le contexte d'une procédure de demande d'asile<sup>19</sup>.

Dans la communication *R.A. c. Kazakhstan*, la plaignante a allégué que, lors de son appréhension, les policiers lui ont tordu les bras derrière elle, l'ont forcée à quitter le bâtiment municipal, l'ont poussée dans un fourgon de police et l'ont emmenée à un commissariat de police. Le Comité a conclu que la plaignante n'avait présenté aucune preuve pour démontrer que le traitement qu'elle avait subi, même à première vue, a atteint le seuil pour constituer un traitement en violation de l'article 7 et elle n'a pas répondu à l'explication donnée par l'État partie sur sa propre conduite lors de son arrestation<sup>20</sup>.

Dans l'affaire *D. Č. c. Lituanie*, le Comité, en notant que les restrictions des déplacements avaient été imposées au plaignant dans le cadre d'une procédure pénale, procéda à un examen détaillé des arguments présentés par les parties. Le Comité a souligné que le plaignant n'a pas tenté d'expliquer pourquoi ces mesures n'étaient pas en conformité avec le paragraphe 3 de l'article 12, et

<sup>17</sup> *O.H.D., O.A.D. et B.O.M. c. Australie*, n° 3023/2017, préc.

<sup>18</sup> Com. dr. h., décision *T.T. c. Ukraine*, n° 2985/2017, 24 mars 2022.

<sup>19</sup> Com. dr. h., décision *Y c. Danemark*, n° 2774/2016, 4 novembre 2022 ; décision *M.L.A. c. Suède*, n° 3216/2018, 22 juillet 2022.

<sup>20</sup> Com. dr. h., décision *R.A. c. Kazakhstan*, n° 2698/2015, 24 mars 2022.

il n'a pas répondu aux arguments de l'État partie. Enfin, le Comité a tenu compte du fait qu'à la demande de l'auteur, les autorités ont levé les mesures de restriction des déplacements et ont imposé à la place une libération sous caution, peu après que l'auteur eut fourni les informations nécessaires<sup>21</sup>.

Le Comité déclare irrecevables les communications l'invitant à apprécier les faits et éléments de preuve qui ont déjà été appréciés par les juridictions nationales. Il s'agit d'une position bien établie du Comité, fondée sur l'article 2 du Protocole facultatif, selon laquelle il n'est pas une instance de dernier recours et, par conséquent, ne s'estime pas compétent pour substituer son évaluation au jugement des juridictions internes en ce qui concerne l'appréciation des faits et des éléments de preuve dans une affaire, sauf si cette appréciation avait été manifestement arbitraire ou avait représenté un déni de justice. Cette position a été retenue dans les affaires *A.Y.O. AQ c. Italie*<sup>22</sup>, *R.E.I. c. Pays-Bas*<sup>23</sup>, *V.J. c. Slovaquie*<sup>24</sup>, et dans l'affaire *M.R. et L.J. c. Autriche*<sup>25</sup>. Dans l'affaire *C.C.N. c. Suède*, le Comité a examiné toutes les informations à sa disposition et considéra que l'État partie avait pris en compte tous les éléments disponibles, y compris la situation des droits de l'homme au Burundi et les éléments de preuve fournis par l'auteur à l'appui de ses allégations, avant de conclure que le plaignant n'a pas démontré que les décisions des autorités suédoises chargées des migrations étaient arbitraires ou manifestement erronées, ou constituaient un déni de justice<sup>26</sup>.

### *C. Abus de droit*

Sur la question de l'abus du droit de présenter une communication, le Comité a déclaré plusieurs communications irrecevables sur la base de l'article 3 du Protocole facultatif au Pacte en lien avec l'article 2 du Pacte. Dans l'affaire *Salah Drif et Khoukha Rafrat c. Algérie*, le Comité a réitéré sa position selon laquelle les dispositions de l'article 2 du Pacte énoncent des obligations générales et ne peuvent par elles-mêmes fonder un grief distinct, qu'elles ne peuvent être invoquées que conjointement avec d'autres articles du Pacte<sup>27</sup>. Le Comité est parvenu à la même conclusion dans l'af-

<sup>21</sup> D. Č. c. Lituanie, n° 3327/2019, préc.

<sup>22</sup> Com. dr. h., décision *A.Y.O. AQ c. Italie*, n° 3587/2019, 25 mars 2022.

<sup>23</sup> *R.E.I. c. Pays-Bas*, n° 3015/2017, préc.

<sup>24</sup> Com. dr. h., décision *V.J. c. Slovaquie*, n° 2959/2017, 25 mars 2022.

<sup>25</sup> Com. dr. h., décision *M.R. et L.J. c. Autriche*, n° 2965/2017, 25 mars 2022.

<sup>26</sup> Com. dr. h., décision *C.C.N. c. Suède*, n° 3701/2020, 24 octobre 2022.

<sup>27</sup> Com. dr. h., décision *Salah Drif et Khoukha Rafrat c. Algérie*, n° 3321/2019, 8 juillet 2022,

faire *O.H.D., O.A.D. et B.O.M. c. Australie*<sup>28</sup>. Par ailleurs, dans l'affaire *Puniram Tharu et Nira Kumari Tharuni c. Népal*, le Comité a réitéré sa jurisprudence en ce qui concerne l'interprétation de l'abus de droit de présenter une communication sous l'angle de l'article 3 du Protocole facultatif en lien avec l'article 2 du Pacte. Il a considéré que les dispositions de l'article 2, § 2, ne peuvent être invoquées conjointement avec d'autres dispositions du Pacte, sauf lorsque le manquement de l'État partie aux obligations que lui impose l'article 2 est la cause immédiate d'une violation distincte du Pacte affectant directement la personne se déclarant victime<sup>29</sup>. Le Comité a noté toutefois que les auteurs alléguaient une violation des droits de leur fils au titre des articles 7 et 24 du Pacte. Le Comité n'a pas considéré que l'examen de la question de savoir si l'État partie a également violé ses obligations générales découlant de l'article 2, § 2, du Pacte, lu conjointement avec les articles 7 et 24, est distinct de l'examen de la violation des droits garantis par lesdits articles. En conséquence, le Comité a considéré que les prétentions des auteurs à cet égard sont incompatibles avec l'article 2 du Pacte et irrecevables en vertu de l'article 3 du Protocole facultatif<sup>30</sup>.

Dans des cas où les communications soulèvent des droits non protégés par le Pacte, le Comité a eu aussi recours à l'article 3 du Protocole facultatif. Tel est le cas dans l'affaire *O.H.D., O.A.D. et B.O.M. c. Australie* où les auteurs ont soulevé une violation de la Convention sur les droits de l'enfant en lien avec le statut des réfugiés<sup>31</sup> ; ou encore dans l'affaire *R.A. c. Kazakhstan*<sup>32</sup>, dans laquelle l'auteur réclame le bénéfice d'un droit qui n'est pas reconnu par le Pacte<sup>33</sup>.

Le Comité a ensuite passé outre des observations des États parties en lien avec l'article 3 du Protocole facultatif pour abus de pouvoir, notamment dans l'affaire *Boutarsa c. Algérie* où le Comité a soulevé d'office, en vertu du caractère continu de la disparition forcée, la nécessité de passer outre le délai de cinq ans, nécessaire à la soumission d'une communication<sup>34</sup>. Dans plusieurs

<sup>28</sup> *O.H.D., O.A.D. et B.O.M. c. Australie*, n° 3023/2017, préc., § 7.4. Voy. aussi l'affaire *Hacène Ferhati et Fatna Ferhati c. Algérie*, n° 3125/2018, 8 juillet 2022, ou encore l'affaire *Salah Drif et Khoukha Rafraf c. Algérie*, n° 3321/2019, préc.

<sup>29</sup> Com. dr. h., décision *Puniram Tharu et Nira Kumari Tharuni c. Népal*, n° 3199/2018, 14 mars 2022, § 6.3. Voy. aussi en ce sujet la décision antérieure du Comité dans l'affaire *Vasily Poliakov c. Biélorussie*, n° 2030/2011, 17 juillet 2014, § 7.4.

<sup>30</sup> *Ibid.*

<sup>31</sup> *O.H.D., O.A.D. et B.O.M. c. Australie*, n° 3023/2017, préc., § 7.4.

<sup>32</sup> *R.A. c. Kazakhstan*, n° 2698/2015, préc., § 9.3.

<sup>33</sup> Voy. aussi en ce sens l'affaire *X e.a. c. Slovaquie*, n° 3024/2017, préc., § 9.5.

<sup>34</sup> Com. dr. h., décision *Naima Boutarsa c. Algérie*, n° 3010/2017, 8 juillet 2022, § 7.5.



autres affaires, le Comité a rappelé le contexte d'application de l'article 14 (5) du Pacte qui concerne uniquement l'appel pénal<sup>35</sup>.

### D. *Litispendance internationale*

Aux termes de l'article 5, § 2, (a), du Protocole facultatif au Pacte, il est prescrit que le Comité ne pourra examiner la communication d'un particulier si la même question est déjà en cours d'examen devant une autre instance internationale d'enquête ou de règlement. À ce titre, le Comité a maintenu sa position sur sa manière d'approcher la déclaration faite par plusieurs États européens en lien avec cet article par rapport à la saisine préalable de la Cour européenne des droits de l'homme<sup>36</sup>. Au cours de la période couverte par cette chronique, le Comité a adopté deux décisions qui concernent la litispendance internationale prévue à l'article 5, § 2, (a), du Protocole facultatif<sup>37</sup>. Dans l'affaire *O, P, Q, R et S. c. Suède*, l'État partie a contesté l'admissibilité de la communication des auteurs sur la base de cet article. Il a estimé que le fait pour la Cour européenne des droits de l'homme d'avoir déclaré la communication irrecevable en vertu des articles 34 et 35 de la Convention européenne des droits de l'homme suppose que ladite communication a fait l'objet d'un examen de la part d'une autre instance internationale<sup>38</sup>. L'État partie a appuyé son raisonnement sur le fait que les auteurs n'ont pas précisé les motifs qui ont porté le juge unique de la Cour européenne à prononcer l'irrecevabilité de la communication des auteurs et que, dans la mesure où aucun des motifs d'irrecevabilité figurant aux alinéas a) et b) du paragraphe 2 de l'article 35 de la Convention européenne seraient applicables n'apparaît dans ledit jugement, il y a certainement eu un examen au fond de l'affaire par la Cour européenne (§ 4.2). Le Comité a en ce sens réitéré sa jurisprudence habituelle sur la question. Il a considéré que l'irrecevabilité de la requête des auteurs par la Cour européenne, siégeant en formation de juge unique, n'indique pas *ipso facto* que l'affaire a été entamée au fond. Le Comité a donc estimé qu'il n'est pas empêché d'examiner la communication sans qu'il en découle une violation de l'article 5, § 2, (a), du Pacte. Dans une deuxième affaire *X e.a. c. Slovénie*<sup>39</sup>,

<sup>35</sup> *X c. Lettonie*, n° 3254/2018, préc., § 7.4 ; *R.E.I. c. Pays-Bas*, n° 3015/2017, préc., § 6.5.

<sup>36</sup> Voy. par exemple la décision du Comité dans l'affaire *Sonia Yaker c. France*, n° 2747/2016, 17 juillet 2018.

<sup>37</sup> Com. dr. h., décision *O, P, Q, R et S c. Suède*, n° 2632/2015, 15 mars 2022 ; *X e.a. c. Slovénie*, n° 3024/2017, préc.

<sup>38</sup> Il faut relever à ce titre la réserve faite par la Suède à l'article 5, § 2, (a), du Protocole additionnel.

<sup>39</sup> *X e.a. c. Slovénie*, n° 3024/2017, préc.

l'État partie a soumis, entre autres arguments, pour contester l'irrecevabilité de la communication le même motif<sup>40</sup> que celui invoqué par l'État suédois dans le cadre de la communication *O. P. Q. R et S. c. Suède* (§ 4.6) en lien avec l'article 5, § 2, (a), du Protocole facultatif au Pacte. Le Comité a estimé que les décisions rendues par le juge unique en 2011 et 2012 ne semblent pas avoir déterminé si un examen du fond de la plainte avait été entrepris, et en conséquence, il n'a vu aucun empêchement à examiner les griefs des auteurs au titre des articles 2 et 26. En plus du raisonnement tiré du caractère procédural de la décision du juge unique européen, le Comité a aussi pris en compte le fait que les griefs soumis au Comité par les auteurs sont d'une nature et d'une portée différentes de ceux présentés à la Cour européenne des droits de l'homme.

### E. Épuisement des voies de recours internes

L'article 5, § 2, (b) du Protocole facultatif traitant de l'épuisement des voies de recours est au cœur du système de protection instauré par le Pacte. En général, cette condition de base est respectée par les auteurs de communication. Le Comité a déclaré des communications irrecevables pour non-épuisement des voies de recours internes dans seulement neuf cas<sup>41</sup> sur pas moins de 121 constatations.

En ce qui concerne les cas déclarés irrecevables, le Comité a maintenu les grands principes qui fondent sa jurisprudence sur l'obligation d'épuisement des voies de recours internes, notamment en réaffirmant que de simples doutes sur l'efficacité des recours internes ne dispensent pas les auteurs de l'obligation de les épuiser<sup>42</sup> et en réitérant l'obligation pour les auteurs de communication de soulever même en substance devant les autorités nationales les droits qu'ils prétendent être violés. Dans l'affaire *R.A. c. Kazakhstan*, l'auteur a allégué une violation des articles 2 (3) (a), 7, 19 et 21 du Pacte. La communication a été

<sup>40</sup> La Slovénie a aussi émis la réserve en ce qui concerne l'application de l'article 5, § 2, (a), du Protocole facultatif par le Comité.

<sup>41</sup> Soit neuf communications déclarées irrecevables : décision *M.A.S. et I.E.J. c. Italie*, n° 3589/2019, 25 mars 2022 ; *R.A. c. Kazakhstan*, n° 2698/2015, préc. ; *A.Y.O. AQ c. Italie*, n° 3587/2019, préc. ; *D. Č. c. Lituanie*, n° 3327/2019, préc. ; décision *Z.Y. c. Kazakhstan*, n° 2849/2016, 24 mars 2022 ; *X e.a. c. Slovénie*, n° 3024/2017, préc. ; *R.E.I. c. Pays-Bas*, n° 3015/2017, préc. ; *S.M. c. Bosnie-Herzégovine*, n° 3154/2018, préc. ; *M.R. et L.J. c. Autriche*, n° 2965/2017, préc.

<sup>42</sup> *M.A.S. et I.E.J. c. Italie*, préc., § 8.6 ; *M.R. et L.J. c. Autriche*, préc., § 7.4 ; *A.Y.O. AQ c. Italie*, préc., § 7.5 ; *D. Č. c. Lituanie*, préc., § 8.3. Ces décisions reprennent la jurisprudence antérieure du Comité dans les affaires *Kaaber c. Islande*, n° 674/1995, 5 novembre 1996, § 6.2, *D.G. e.a. c. Philippines*, 13 mars 2020, n° 2568/2015, § 6.3, et *A.M. c. Italie*, n° 266/1987, 23 mars 1989, § 7.3.

déclarée irrecevable dans son ensemble, notamment en ce qui concerne le grief fondé sur la violation des articles 19 et 21 du Pacte. En l'espèce, le Comité a relevé d'office que l'auteur n'a pas soulevé préalablement la violation des articles 19 et 21 du Pacte auprès des autorités nationales et, par conséquent, a déclaré la communication irrecevable<sup>43</sup>. Dans un autre cas d'espèce, dans l'affaire *D. Č. c. Lituanie*, le Comité, saisi par l'auteur d'une violation des articles 2 (§ 2), lu seul et conjointement avec les articles 12 et 14 (§§ 1 et 2), et 12 et 14 (§§ 1 et 2), lus séparément, a rappelé que, même lorsque les voies de recours internes n'ont aucune chance d'aboutir, les auteurs sont tenus de les exercer et que des doutes ou des supputations ne peuvent exonérer les auteurs de cette formalité<sup>44</sup>.

Le Comité a déclaré plusieurs cas recevables sans tenir compte des arguments de l'État partie en ce qui concerne le respect de l'article 5, § 2, b), du Protocole facultatif au Pacte. L'un des arguments balayés par le Comité et qui nous intéresse particulièrement est celui fondé sur la disponibilité des recours extraordinaires. En ce sens, les affaires biélorusses<sup>45</sup> illustrent bien la constance du Comité<sup>46</sup>. À titre d'exemple, dans l'affaire *Yury Belsky c. Biélorussie*<sup>47</sup>, l'État partie a contesté la recevabilité de la communication, vu que l'auteur n'a pas épuisé les recours internes disponibles puisqu'il n'a saisi ni la Cour suprême ni le Bureau du Procureur d'une demande de réexamen au titre de la procédure de contrôle (§ 4.4). L'auteur a excipé qu'il n'a pas épuisé cette voie de recours, l'ayant jugée inutile. Le Comité a tranché dans le sens de l'auteur en considérant que « le dépôt auprès du président d'un tribunal d'une demande au titre de la procédure de contrôle visant des décisions judi-

<sup>43</sup> *R.A. c. Kazakhstan*, n° 2698/2015, préc., § 9.5.

<sup>44</sup> *D. Č. c. Lituanie*, n° 3327/2019, préc., § 8.3 (jurisprudence antérieure citée : voy., par exemple, *X et consorts c. Grèce*, n° 2701/2015, 26 juillet 2019, § 8.5 ; *Vargay c. Canada*, n° 1639/2007, 28 juillet 2009, § 7.3).

<sup>45</sup> Voy., entre autres, Com. dr. h., décision *Viktor Parfenenka c. Biélorussie*, n° 2737/2016, 15 mars 2022 ; décision *Yury Belsky c. Biélorussie*, n° 2755/2016, 24 mars 2022, § 6.3 ; décision *Natalya Shchukina c. Biélorussie*, n° 3242/2018, 24 mars 2022, § 6.3 ; décision *Tamara Selyun c. Biélorussie*, n° 2840/2016, 4 mars 2022, § 6.3 ; décision *Sergei Govsha*, n° 2855/2016, 27 juillet 2022, § 6.3 ; décision *Grygory Gryk c. Biélorussie*, n° 2961/2017, 24 octobre 2022, § 6.3 ; décision *Fedynich c. Biélorussie*, n° 2913/2016, 18 octobre 2022, § 6.3 ; *Larissa Shchiryakova c. Biélorussie*, n° 2848/2016, préc., § 6.3.

<sup>46</sup> Voy. les précédentes affaires : Com. dr. h., décision *Sekerko c. Biélorussie*, n° 1851/2008, 28 octobre 2013, § 8.3 ; décision *Schumilin c. Biélorussie*, n° 1784/2008, 23 juillet 2012, § 8.3 ; décision *Alekseev c. Fédération de Russie*, n° 1873/2009, 25 octobre 2013, § 8.4 ; décision *Lozenko c. Biélorussie*, n° 1929/2010, 24 octobre 2014, § 6.3 ; décision *Sudalenko c. Biélorussie*, n° 2016/2010, 5 novembre 2015, § 7.3.

<sup>47</sup> *Yury Belsky c. Biélorussie*, n° 2755/2016, préc.

ciaires devenues exécutoires, dont l'issue dépend du pouvoir discrétionnaire d'un juge, constitue un recours extraordinaire et que l'État partie doit montrer qu'il y a des chances raisonnables qu'une telle demande assurerait un recours utile dans les circonstances de l'espèce » (§ 6.3). Le Comité, ayant pris note également de l'argument de l'auteur qui affirme qu'il a bel et bien fait appel, sans succès, de ces décisions dans le cadre de la procédure de contrôle, auprès du Président du tribunal régional de Vitebsk et du Président de la Cour suprême de la Biélorussie, a rappelé que la procédure de contrôle des décisions judiciaires ayant acquis l'autorité de chose jugée constitue un recours extraordinaire, subordonné au pouvoir discrétionnaire du procureur, et qu'elle ne fait pas partie des recours à épuiser aux fins de l'article 5 (§ 2, b)) du Protocole facultatif (§ 6.3).

Dans l'affaire *Luiz Inácio Lula Da Silva c. Brésil*<sup>48</sup>, l'État partie a excipé que l'auteur n'a pas épuisé les voies de recours internes. L'État partie s'est appuyé sur deux arguments majeurs. Dans un premier temps, il a fait valoir que la détermination de la date d'épuisement des recours internes devrait se faire en fonction de la date à laquelle une communication est soumise, à quelques exceptions près, lorsque la dernière étape est atteinte peu après la soumission mais avant la détermination de la recevabilité. Sur ce premier argument, le Comité a maintenu sa jurisprudence sur la question en concluant que, lors de l'examen des plaintes, cette détermination se fait par rapport à la période d'examen de la communication<sup>49</sup> et que, pour une question d'économie de procédure, une communication pour laquelle les voies de recours internes ont été épuisées après sa présentation pourrait être immédiatement présentée à nouveau au Comité si elle était déclarée irrecevable pour cette raison (§ 7.4). Dans un second temps, l'État partie a fait valoir que l'auteur a fait usage progressivement de plusieurs procédures internes disponibles depuis la présentation de sa communication au Comité, preuve que les voies de recours internes n'ont pas été épuisées. L'État partie a ajouté que les griefs de l'auteur concernaient deux procédures pénales qui étaient encore pendantes devant les tribunaux nationaux au moment de la présentation de la communication et que, même après les jugements à intervenir concernant ces deux affaires, l'auteur aurait encore la possibilité de former d'autres recours ; et que les tribunaux internes ne se sont pas encore prononcés sur les dommages-intérêts

<sup>48</sup> Com. dr. h., décision *Lula da Silva c. Brésil*, n° 2841/2016, 17 mars 2022.

<sup>49</sup> Voy., parmi d'autres, Com. dr. h., décision *Al-Gertani c. Bosnie-Herzégovine*, n° 1955/2010, 1<sup>er</sup> novembre 2013, § 9.3 ; décision *Singh c. France*, n° 1876/2009, 22 juillet 2011, § 7.3 ; décision *Lemerrier et Lemerrier c. France*, n° 1228/2003, 27 mars 2006, § 6.4 ; décision *Baroy c. Philippines*, n° 1045/2002, 31 octobre 2003, § 8.3 ; décision *Bakhtiyari e.a. c. Australie*, n° 1069/2002, 29 octobre 2003, § 8.2.

sollicités par l'auteur<sup>50</sup>. Dans la mesure où plusieurs procédures ont été engagées par l'auteur après la soumission de la communication et que plusieurs appels importants sont encore pendants, l'État partie a estimé que les voies de recours internes n'ont pas été épuisées et a demandé au Comité de déclarer la communication irrecevable<sup>51</sup>.

Toutefois, le Comité a conclu dans le sens opposé<sup>52</sup> et a considéré que l'auteur a fait toutes les tentatives raisonnables pour épuiser les voies de recours internes, qu'en lien avec le grief tiré de l'article 14 (1) du Pacte, le Tribunal fédéral suprême avait déjà rejeté, en juin 2018, ses recours contre le rejet des quatre requêtes pour partialité déposées contre le juge Moro, qui était en charge du dossier. Le Comité a en outre estimé qu'il n'y avait pas d'autres recours internes raisonnablement disponibles contre la condamnation de l'auteur et que, compte tenu du temps écoulé et des nombreuses tentatives faites par l'auteur pour obtenir réparation au niveau national, il serait déraisonnable d'attendre de l'auteur qu'il se réappuie sur tout autre recours civil ou administratif possible<sup>53</sup>. Il faut signaler toutefois que, dans leur opinion dissidente conjointe présentée par deux membres du Comité, M. José Santos Pais et Mme Kobauyah Tchamdja Kaptcha, ces derniers ont estimé notamment que la condition prévue à l'article 5, § 2, b), du Protocole additionnel n'a pas été remplie vu que notamment l'auteur a commencé à faire l'objet d'une enquête en février 2016 et qu'il a continué à utiliser tous les recours disponibles – et non encore épuisés – pour sa défense<sup>54</sup>.

Face à l'argument de l'État partie sur le non-épuisement des voies de recours internes dans l'affaire *Viktor Parfenenka c. Biélorussie*<sup>55</sup>, le Comité a observé que l'État partie n'a pas spécifié quel organe l'auteur devrait saisir exactement pour remplir son obligation d'épuiser les voies de recours internes. Le Comité a rappelé, d'une part, que l'article 5, § 2, b), du Pacte, en se référant à l'expression « tous les recours internes disponibles » (§ 6.3), se réfère en priorité aux recours judiciaires<sup>56</sup>. Le Comité a rappelé, d'autre part, sa jurisprudence selon laquelle une requête en révision auprès d'un parquet, dépendant du pouvoir

<sup>50</sup> *Lula da Silva c. Brésil*, n° 2841/2016, préc., § 4.2.

<sup>51</sup> *Ibid.*, § 4.3.

<sup>52</sup> *Ibid.*, § 7.6.

<sup>53</sup> *Ibid.*, § 7.5.

<sup>54</sup> Voy. l'opinion individuelle conjointe de M. José Santos Pais et Mme Kobauyah Tchamdja Kaptcha, § 10, sous *Lula da Silva c. Brésil*, n° 2841/2016, préc.

<sup>55</sup> *Viktor Parfenenka c. Biélorussie*, n° 2737/2016, préc.

<sup>56</sup> Com. dr. h., décision *R.T. c. France*, n° 262/1987, 30 mars 1989, § 7.4 ; décision *Schmidl c. République tchèque*, n° 1515/2006, 1<sup>er</sup> avril 2008, § 6.2 ; décision *Staderini et De Lucia c. Italie*, n° 2656/2015, 6 novembre 2019, § 8.3.

discrétionnaire du procureur et permettant l'examen des décisions de justice, ne constitue pas un recours devant être épuisé aux fins du paragraphe 2, b), de l'article 5 du Protocole facultatif<sup>57</sup>. Cette position a été réaffirmée par l'État partie dans toutes les communications pour lesquelles l'État biélorusse a contesté la recevabilité des communications pour non-épuisement des voies de recours internes<sup>58</sup>, sauf dans l'affaire *Kiryl Dashkouski c. Biélorussie*<sup>59</sup> où l'État partie n'a pas produit d'observations.

## II. Les droits et libertés

En 2022, le Comité s'est prononcé sur le droit à la vie, le droit de ne pas être soumis à la torture, le droit à la liberté et à la sécurité de sa personne, le droit à un procès équitable, le droit à la vie privée, le droit à la liberté de religion, le droit à la liberté d'expression, le droit de réunion pacifique, et le droit à l'égalité devant la loi.

### A. Droit à la vie

Les parents d'un mineur, membres de la communauté autochtone tharu, ont affirmé que leur fils avait été victime d'une violation de son droit à la vie, lu seul et conjointement avec les articles 2, § 1<sup>er</sup>, 24, § 1<sup>er</sup>, et 26, et de l'exécution extrajudiciaire, après avoir été arbitrairement privé de sa liberté et torturé aux mains d'agents de sécurité du Népal. Ils se sont plaints de motifs discriminatoires fondés sur l'origine ethnique de leur fils, aggravés du fait que celui-ci était âgé de 15 ans au moment des faits<sup>60</sup>. Pour conclure à la violation du droit à la vie, le Comité a tenu compte de l'absence d'informations susceptibles d'éclaircir les circonstances du décès de l'enfant des plaignants, du fait que les

<sup>57</sup> *Alekseev c. Fédération de Russie*, n° 1873/2009, préc. § 8.4 ; décision *Marina Koltish c. Biélorussie*, n° 1985/2010, 24 juillet 2014, § 7.3.

<sup>58</sup> Com. dr. h., décision *Romanchik et Shchukina c. Biélorussie*, n° 2917/2016, 27 juillet 2022 ; décision *Alla Romanchik c. Biélorussie*, n° 3240/2018, 27 juillet 2022 ; décision *Nikita Likhovid c. Biélorussie*, n° 2703/2015, 6 juillet 2022 ; *Viktor Parfenenka c. Biélorussie*, n° 2737/2016, préc. ; *Natalya Shchukina c. Biélorussie*, n° 3242/2018, préc. ; décision *Gulyak c. Biélorussie*, n° 2847/2016, 27 juillet 2022 ; *Sergei Govsha c. Biélorussie*, n° 2855/2016, préc. ; *Grygory Gryk c. Biélorussie*, n° 2961/2017, préc. ; *Fedynich c. Biélorussie*, n° 2913/2016, préc. ; *Larissa Shchiryakova c. Biélorussie*, n° 2848/2016, préc. ; décision *Andrei Tolchin c. Biélorussie*, n° 3241/2018, 27 juillet 2022 ; décision *Fedorova c. Biélorussie*, n° 2919/2016, 24 octobre 2022 ; décision *Aleksandr Protosko e.a. c. Biélorussie*, n°s 2712/2015, 2897/2016, 2909/2016, 2910/2016, 2915/2016, 18 octobre 2022.

<sup>59</sup> Com. dr. h., décision *Kiryl Dashkouski c. Biélorussie*, n° 2616/2015, 1<sup>er</sup> juillet 2022.

<sup>60</sup> *Puniram Tharu et Nira Kumari Tharuni c. Népal*, n° 3199/2018, préc.

déclarations de témoins oculaires contredisent le rapport établi par les forces de sécurité au sujet de l'incident, et, enfin, de l'absence d'information sur les mesures ayant pu être prises pour identifier les personnes responsables de la maltraitance et de la mort du fils des plaignants. Le Comité a fait référence aux principes établis dans son Observation générale n° 36 (2019) concernant la notion de privation « arbitraire » de vie qui doit être interprétée comme englobant des éléments relatifs au caractère inapproprié, injuste et imprévisible de l'acte visé et au principe de légalité, tout comme des considérations de raisonnable, de nécessité et de proportionnalité. Par ailleurs, le Comité rappela que les poursuites auxquelles donnent lieu les privations potentiellement illégales de la vie devraient être menées conformément aux normes internationales pertinentes, notamment au Protocole du Minnesota relatif aux enquêtes sur les homicides résultant potentiellement d'actes illégaux. Quant au motif discriminatoire, le Comité s'est appuyé sur des rapports concernant le pays et décrivant un ensemble de violations similaires contre des membres de cette communauté autochtone, afin de constater que l'article 6 du Pacte, lu seul et conjointement avec les articles 24, § 1<sup>er</sup>, et 26, ont été violés<sup>61</sup>. Le Comité examina en profondeur les mesures prises par les plaignants afin d'obtenir l'ouverture d'une enquête et nota que malgré leurs efforts, aucune enquête n'a été menée à bien par l'État partie pour élucider les circonstances de la mort de leur fils et aucune action pénale n'a été engagée. Par conséquent, le Comité considéra que l'État partie n'a pas mené d'enquête approfondie et efficace sur cette mort<sup>62</sup>.

L'affaire *Alimov c. Kirghizistan* portait sur la mort du neveu du plaignant pendant sa détention et à la suite de graves actes de torture qui ont entraîné sa mort. Le plaignant a également affirmé que les autorités n'ont pas enquêté sur les circonstances exactes qui ont abouti à la violation du droit à la vie<sup>63</sup>. L'État partie a nié toute allégation de torture et a affirmé que la victime a tenté de s'échapper, est tombée des escaliers et s'est grièvement blessée. Bien que l'État partie n'ait pas contesté la présence de lésions corporelles externes, aucun résultat de l'enquête sur le décès de M. Amanbaev n'a été fourni. En rappelant son Observation générale n° 36 (2018), paragraphe 29, ainsi que son Observation générale n° 31 (2004), le Comité réaffirma que bien que l'obligation de traduire en justice les responsables d'une violation des articles 6 et 7 soit une obligation de moyens et non de résultat, les États parties ont le devoir d'enquêter, de bonne foi, de manière rapide et approfondie, sur toutes

<sup>61</sup> *Ibid.*

<sup>62</sup> *Ibid.*

<sup>63</sup> Com. dr. h., décision *Alimov c. Kirghizistan*, n° 2836/2016, 11 mars 2022.

les allégations de violations du Pacte<sup>64</sup>. Le Comité a conclu à la violation des articles 6, § 1<sup>er</sup>, et 7, lus seuls et conjointement avec l'article 2, § 3, du Pacte, en tenant compte de l'absence d'une enquête adéquate et concluante pour réfuter les allégations du plaignant<sup>65</sup>.

### B. *Disparitions forcées*

Le Comité a examiné trois affaires algériennes relatives aux disparitions forcées et à des faits datant des années 1995-1996. Les membres de la famille des personnes disparues ont été représentés par des conseils du Collectif des familles de disparu(e)s en Algérie et de la Fondation Alkarama<sup>66</sup>. Sans apporter des réponses aux allégations des plaignants, l'État partie s'est contenté de faire référence à ses observations collectives et générales qui avaient été transmises antérieurement au Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires et au Comité en lien avec d'autres communications similaires. Le Comité a réitéré sa position sur l'incompatibilité de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale avec les dispositions du Pacte et renversa la charge de la preuve.

Le Comité rappela que « dans le cas des disparitions forcées, le fait de priver une personne de liberté, puis de refuser de reconnaître cette privation de liberté ou de dissimuler le sort réservé à la personne disparue revient à soustraire cette personne à la protection de la loi et fait peser sur sa vie un risque constant et grave, dont l'État est responsable »<sup>67</sup>. En l'absence d'éléments de preuve fournis par l'État partie susceptibles de démontrer qu'il s'était acquitté de ses obligations, le Comité accorda le crédit voulu aux allégations des plaignants. Le Comité conclut à la violation du droit à la vie, en vertu de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, du Pacte. Par ailleurs, le Comité accepta les allégations des plaignants selon lesquelles les victimes avaient été arrêtées arbitrairement, sans mandat, et n'ont été ni inculpées ni présentées devant une autorité judiciaire auprès de laquelle elles auraient pu contester la légalité de leur détention, et conclut à violation de l'article 9 du Pacte<sup>68</sup>. Le Comité rappela que la soustraction délibérée d'une personne à la protection de la loi constitue un déni du droit de cette personne à la reconnaissance de sa personnalité juridique, en particulier si les efforts

<sup>64</sup> *Ibid.*

<sup>65</sup> *Ibid.*

<sup>66</sup> *Naima Boutarsa c. Algérie*, n° 3010/2017, préc. ; *Salah Drif et Khoukha Rafrat c. Algérie*, n° 3321/2019, préc. ; *Hacène Ferhati et Fatna Ferhati c. Algérie*, n° 3125/2018, préc.

<sup>67</sup> *Naima Boutarsa c. Algérie*, préc., § 8.5.

<sup>68</sup> *Ibid.*, § 8.8.



déployés par ses proches pour exercer leur droit à un recours effectif ont été systématiquement entravés et conclut à la violation de l'article 16 du Pacte<sup>69</sup>. Le Comité considéra également que l'angoisse et la détresse que la disparition de ces personnes, depuis plus de vingt-sept ans, a causées aux plaignants et leurs familles font apparaître une violation de l'article 7, lu seul et conjointement avec l'article 2, § 3, du Pacte à leur égard<sup>70</sup>. Vu l'absence de toute explication par l'État partie, le Comité considéra que Boubekeur Fergani et Allal Drif seraient potentiellement toujours détenus au secret par les autorités algériennes et conclut à une violation de l'article 7 également à leur égard<sup>71</sup>. Enfin, l'impossibilité de tout accès à un recours utile constitue une violation de l'article 2, § 3, lu conjointement avec les articles 6, 7, 9 et 16 du Pacte.

### *C. Interdiction de la torture et des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants*

Le Comité a examiné quatre affaires sur le fond soulevant des questions relatives à l'interdiction de la torture et des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Dans trois entre elles, celles de *Tharu et Tharuni c. Népal*, *Alimov c. Kirghizistan*, et enfin, l'affaire *Ferhati et Ferhati c. Algérie*, le Comité a suivi la même approche retenue sur l'examen des allégations relatives au droit à la vie, afin de rappeler que la charge de la preuve concernant les questions factuelles ne peut incomber uniquement aux plaignants, d'autant plus que souvent seul l'État partie a accès aux informations pertinentes, ou bien il lui incombe de mener une enquête effective pour réfuter les allégations de torture<sup>72</sup>.

Dans l'affaire *Tharu et Tharuni c. Népal* susmentionnée, les plaignants ont affirmé que les autorités népalaises avaient violé leurs obligations en vertu de l'article 7 du Pacte, lu conjointement avec les articles 2 (§ 2) et 24 (§ 1), parce qu'elles n'ont pas adopté les mesures législatives voulues pour prévenir les actes de torture sur la personne d'enfants, pour punir les responsables de tels actes de manière proportionnelle à la gravité de l'infraction et pour accorder une indemnisation équitable et une réparation adéquate, comprenant des mesures de restitution, de réadaptation et de satisfaction ainsi que des garanties de non-répétition. Le Comité conclut à la violation de l'article 7, en tenant compte de l'absence d'effet rétroactif de la législation révisée invoquée par

<sup>69</sup> *Ibid.*, § 8.9.

<sup>70</sup> *Ibid.*, § 8.10.

<sup>71</sup> *Salah Drif et Khoukha Rafrat c. Algérie*, n° 3321/2019, préc., § 8.6.

<sup>72</sup> *Puniram Tharu et Nira Kumari Tharuni c. Népal*, n° 3199/2018, préc. ; *Hacène Ferhati et Fatna Ferhati c. Algérie*, n° 3125/2018, préc. ; *Alimov c. Kirghizistan*, n° 2836/2016, préc.

l'État et son impertinence en l'espèce et affirma qu'elle n'est toujours pas à la mesure de la gravité de l'infraction<sup>73</sup>. Le Comité n'a pas manqué d'examiner les graves conséquences que l'exécution de leur fils et l'absence d'enquête et de réparation adéquate ont eues sur la vie des plaignants et pour leur santé physique et mentale. En tenant compte de la peur et de l'angoisse éprouvées par les plaignants, qui ont entraîné leur hospitalisation après le décès de leur fils, le Comité conclut à la violation des droits qu'ils tiennent de l'article 7 du Pacte, lu seul et conjointement avec l'article 2, § 3<sup>74</sup>. Dans l'affaire *Ferhati et Ferhati c. Algérie*, le Comité considéra que le traitement subi par Hacène Ferhati lors d'une détention provisoire de quarante-huit heures, à savoir être pendu par les pieds et avoir le bras cassé en se protégeant le visage contre un coup porté avec une barre en métal, constitue une violation de l'article 7 du Pacte à son égard<sup>75</sup>.

Dans l'affaire *Tamara Selyun c. Biélorussie*, la plaignante affirma que le refus de fournir des informations sur l'heure du décès de son fils et l'emplacement de sa tombe, ainsi que de recevoir ses vêtements de prison par courrier, lui ont infligé et continuent de lui infliger des souffrances mentales et du stress. Elle ajouta que le refus de remettre son corps constitue une intimidation et une punition à l'encontre de sa famille car cela les laisse intentionnellement dans un état d'incertitude, de souffrance et de stress mental<sup>76</sup>. En rappelant son Observation générale n° 36 (2018), le Comité conclut que ces éléments constituent un traitement inhumain à l'encontre de la plaignante, en violation de l'article 7 du Pacte.

#### D. Principe de non-refoulement

En 2022, le Comité a examiné au fond quatre plaintes relatives au principe de non-refoulement. Les États parties sont tenus de ne pas extraditer, déporter, expulser ou autrement déplacer une personne de leur territoire lorsqu'il y a des motifs sérieux de croire qu'il y a un risque réel de préjudice irréparable, tel que celui envisagé par les articles 6 et 7 du Pacte<sup>77</sup>. Le risque doit être personnel et il existe un seuil élevé pour fournir des motifs sérieux permettant d'établir le risque réel de préjudice irréparable. Tous les faits et circonstances pertinents doivent être pris en compte, y compris la situation générale des

<sup>73</sup> *Puniram Tharu et Nira Kumari Tharuni c. Népal*, n° 3199/2018, préc.

<sup>74</sup> *Ibid.*

<sup>75</sup> *Hacène Ferhati et Fatna Ferhati c. Algérie*, n° 3125/2018, préc.

<sup>76</sup> *Tamara Selyun c Biélorussie*, n° 2840/2016, préc.

<sup>77</sup> Voy. Com. dr. h., Observation générale n° 31 (2004).

droits humains dans le pays d'origine du plaignant. Dans l'affaire *Rudurura c. Suède*, le Comité a noté que l'État partie n'a pas contesté que l'environnement politique et sécuritaire au Burundi reste précaire pour les opposants au régime actuel et pour les personnes recherchées par la police, les services nationaux de renseignement ou le *Imbonerakure* (§ 8.6). Le Comité a ajouté que les derniers rapports disponibles sur le Burundi ne donnent aucune indication selon laquelle la situation générale du pays garantit le retour en toute sécurité d'un exilé comme le plaignant, qui est exposé à un risque de persécution en raison d'une combinaison de facteurs, notamment liés à la convocation du parquet et au mandat d'arrêt émis contre lui<sup>78</sup>.

Le Comité rappelle qu'il appartient généralement aux organes des États parties d'examiner les faits et les éléments de preuve de l'affaire en question afin de déterminer si un tel risque existe, à moins qu'il ne puisse être établi que l'appréciation était manifestement arbitraire ou un déni de justice. Cependant, le Comité examine l'ensemble de l'affaire avant de se prononcer sur le caractère individualisé de l'évaluation faite par les autorités nationales.

Dans l'affaire *O, P, Q, R et S c. Suède*, le Comité a noté que les plaignants avaient présenté plusieurs documents et autres éléments de preuve afin de démontrer le risque qu'ils couraient s'ils étaient expulsés vers l'Albanie, notamment des pièces justificatives démontrant qu'ils avaient fait l'objet de menaces et d'attaques, et que leur maison avait explosé. Par conséquent, les incohérences constatées par l'État partie ne le dispensent pas de prendre d'autres mesures raisonnables pour dissiper les doutes quant au risque encouru par les auteurs (§ 9.12). Si l'État se limite à indiquer que les preuves présentées n'étaient pas suffisantes et que les plaignants n'avaient pas demandé la protection des autorités albanaïses, il s'agit d'une évaluation manifestement arbitraire et le renvoi des plaignants vers l'Albanie constituerait une violation de l'article 7 du Pacte<sup>79</sup>.

Dans l'affaire *Alexander Lapshin c. Biélorussie*, le Comité a pris note des informations soumises par le plaignant aux autorités et aux tribunaux de Biélorussie, ainsi que les informations disponibles dans le domaine public qui montrent que des personnes se rendant à Nagorno-Karabakh et faisant des déclarations publiques critiquant la politique d'Azerbaïdjan ont été systématiquement interdites d'entrée en Azerbaïdjan et poursuivies en justice, alors que les journalistes et les blogueurs, comme le plaignant, qui expriment publiquement des opinions considérées par les autorités azerbaïdjanaises comme

<sup>78</sup> Com. dr. h., décision *Rudurura c. Suède*, n° 3706/2020, 1<sup>er</sup> novembre 2022.

<sup>79</sup> *O, P, Q, R et S c. Suède*, n° 2632/2015, préc.

critiques à leur égard semblent particulièrement susceptibles d'être victimes d'actes de torture, de mauvais traitements ou de harcèlement. Le Comité rappela également sa propre conclusion (§ 9.4) selon laquelle il semble y avoir un recours continu à différentes formes de torture et de mauvais traitements en détention en Azerbaïdjan contre des journalistes<sup>80</sup>.

Dans l'affaire *A.B. et B.D. c. Pologne*, le Comité rappela les principes relatifs à l'accès aux procédures d'asile aux frontières. Les plaignants, une famille russe, ont affirmé avoir tenté à plus de vingt reprises de demander l'asile à la frontière entre la Biélorussie et la Pologne. Toutefois, à chacune de ces occasions, leur demande d'asile n'a pas été reconnue comme telle par les gardes-frontières, de sorte que la demande n'a pas été transmise aux autorités compétentes pour examen. Le Comité rappela que si la légalité de l'entrée ou du séjour d'un étranger est contestée, l'étranger a le droit de présenter à l'autorité compétente les raisons qui s'opposent à son expulsion et doit bénéficier de toutes les facilités nécessaires pour exercer un recours contre l'expulsion afin que ce droit soit respecté. Dans leur plainte, les plaignants ont affirmé qu'en les renvoyant en Biélorussie, la Pologne les a exposés à plusieurs reprises au risque de refoulement vers la Fédération de Russie, où ils sont exposés à la torture ou à des traitements inhumains ou dégradants. Selon les plaignants, le mécanisme de protection internationale en Biélorussie est totalement inefficace pour les ressortissants russes, comme en témoigne le fait qu'aucun ressortissant russe n'a obtenu le statut de réfugié ou de protection subsidiaire en Biélorussie<sup>81</sup>. Le Comité a conclu qu'en refusant aux auteurs la possibilité de voir leurs demandes de protection dûment examinées et en leur refusant le droit ou la possibilité de contester ces refus, y compris le fait de ne pas avoir accès à une assistance juridique, de produire les notes d'entretien soit au moment de la décision d'expulsion ou par la suite et d'offrir un recours avec effet suspensif à leurs arrêtés d'expulsion, l'État partie n'a pas non plus accordé aux auteurs les garanties procédurales nécessaires pour éviter tout arbitraire et fournir une réparation effective en violation du paragraphe 3 de l'article 2, lu conjointement avec l'article 7 du Pacte (§ 9.5).

### *E. Droit à la liberté et à la sécurité de sa personne*

En 2022, le Comité a examiné sur le fond treize affaires soulevant des questions relatives à l'article 9 du Pacte. Dans l'affaire *Lula da Silva*, le Comité a eu l'opportunité de rappeler qu'en cas de mandat d'arrêt émis, il y a privation de

<sup>80</sup> *Alexander Lapshin c. Biélorussie*, n° 2945/2017, préc.

<sup>81</sup> Com. dr. h., décision *A.B. et B.D. c. Pologne*, n° 3017/2017, 21 juillet 2022.

liberté même si la personne, techniquement, accepte d'accompagner la police sur le lieu de l'interrogatoire ; le mandat d'arrêt émis signifie que l'individu ne peut ni refuser ni quitter l'interrogatoire s'il le souhaite<sup>82</sup>. Le Comité a réaffirmé son interprétation sur les garanties contre la détention arbitraire, selon laquelle l'adjectif « arbitraire » n'est pas synonyme de « contraire à la loi », et doit être interprété dans un sens plus large comme englobant les notions de caractère inapproprié, d'injustice, de manque de prévisibilité et de non-respect des garanties judiciaires. Il rappela également qu'il y a arbitraire si l'arrestation ou la détention vise à sanctionner quelqu'un pour l'exercice légitime des droits protégés par le Pacte, comme l'exercice légitime du droit de manifester ses convictions religieuses<sup>83</sup>.

Il incombe à l'État de soumettre au Comité les documents nécessaires, tels qu'un ordre de détention, un mandat d'arrêt ou des comptes rendus de procédures judiciaires, pour étayer son affirmation selon laquelle la personne arrêtée avait été rapidement informée du motif de son arrestation ou des accusations portées contre elle. Dans l'affaire turque de *Mümine Açıkkollu*, un enseignant dans des établissements d'enseignement privés qui étaient affiliés au mouvement Gülen, le Comité rappela qu'une dérogation au titre de l'article 4 du Pacte ne peut justifier une privation de liberté déraisonnable ou inutile<sup>84</sup>.

Pour qu'une arrestation soit conforme au paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 9, elle doit non seulement être légale, mais aussi raisonnable et nécessaire en toutes circonstances<sup>85</sup>. L'État partie est tenu de démontrer pourquoi il était nécessaire de détenir une personne<sup>86</sup>. Quant aux garanties dans le cas de détention de personnes qui attendent de passer en jugement, le Comité rappela qu'un procureur ne peut être considéré comme possédant l'objectivité et l'impartialité institutionnelles nécessaires pour exercer le pouvoir judiciaire au sens du paragraphe 3 de l'article 9 du Pacte<sup>87</sup>. Un mandat d'arrêt prématuré, à savoir avant que Lula da Silva ait été cité à comparaître, conformément à la procédure établie par le droit interne brésilien, a violé son droit à la liberté garanti au paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 9 du Pacte. De surcroît, l'État doit assurer le respect de toutes les garanties procédurales afin d'éviter le retard dans la procédure et de l'achever dans un délai raisonnable, quant à la bonne mise en

<sup>82</sup> *Lula da Silva c. Brésil*, n° 2841/2016, préc.

<sup>83</sup> Com. dr. h., décision *Rovshan Mursalov e.a. c. Azerbaïdjan*, n° 3153/2018, 1<sup>er</sup> novembre 2022.

<sup>84</sup> Com. dr. h., décision *Mümine Açıkkollu c. Turquie*, n° 3730/2020, 25 octobre 2022. Voy. Observation générale n° 35 (2014), § 66.

<sup>85</sup> Com. dr. h., décision *Mukadder Alakuş c. Turquie*, n° 3736/2020, 26 juillet 2020.

<sup>86</sup> Com. dr. h., décision *Tierrri Amedzro c. Tadjikistan*, n° 3258/2018, 15 octobre 2021.

<sup>87</sup> *Nikita Likhovid c. Biélorussie*, n° 2703/2015, préc.

œuvre du système de cumul des peines et des peines privatives de liberté. Le principe de prévisibilité doit être respecté tant en ce qui concerne la définition d'une infraction que la peine correspondante<sup>88</sup>.

Dans l'affaire *Graham Cayzer c. Australie*, le visa du plaignant, à la suite de sa condamnation et sa libération sous condition, a été annulé par le ministre de l'Immigration, considérant qu'il ne satisfaisait pas au « test de moralité ». Le plaignant a été placé en détention en attendant d'être expulsé. Le Comité rappela que la détention dans le cas du contrôle de l'immigration n'était pas arbitraire en soi mais qu'elle devait être justifiée comme étant raisonnable, nécessaire et proportionnée compte tenu des circonstances et faire l'objet d'un examen périodique. Le Comité a tiré une analogie entre le maintien en détention après qu'une peine a été exécutée dans le but de protéger la communauté, ou « détention de sûreté » et la détention avant expulsion lorsque la protection du public est en cause et il a réaffirmé que cette détention doit être justifiée par des raisons impératives découlant de la gravité des infractions commises et de la probabilité que le détenu récidive. De plus, les États ne doivent recourir à cette forme de détention qu'en dernier ressort et un organe indépendant doit procéder à des examens périodiques pour décider si le maintien en détention est justifié. Les États parties doivent faire preuve de prudence et appliquer les garanties voulues lorsqu'ils évaluent la dangerosité future de l'individu concerné. Si un détenu a purgé l'intégralité de la peine prononcée lors de la condamnation, l'allongement rétroactif de la peine est interdit par les articles 9 et 15 du Pacte et un État partie ne peut contourner cette interdiction en imposant une détention équivalant à un emprisonnement en la qualifiant de détention civile. Pour éviter l'arbitraire, l'État partie doit dans ces circonstances démontrer que l'objectif légitime de protection du public ne pouvait être atteint par d'autres moyens moins attentatoires à la liberté que l'arrestation et la détention indéfinie jusqu'à ce que tous les recours internes aient été épuisés. Le Comité s'appuya sur le pouvoir discrétionnaire du ministre, qui permet toutefois à la personne concernée de présenter des preuves de sa moralité, ainsi que sur la disponibilité d'appel devant le Tribunal administratif fédéral auquel le plaignant a présenté des conclusions détaillées et dont il ne contesta pas l'équité de la procédure<sup>89</sup>. La détention dans le contexte d'immigration, toutefois, peut être arbitraire si la manière dont les détenus sont traités n'a pas de rapport avec le but pour lequel ils sont ostensiblement détenus. En outre, les décisions concernant la détention

<sup>88</sup> Com. dr. h., décision *Hermosilla Barrio c. Espagne*, n° 3102/2018, 25 octobre 2022.

<sup>89</sup> *Graham Cayzer c. Australie*, n° 2981/2017, préc., §§ 8.7-8.12.

des migrants doivent tenir compte des effets de la détention sur leur santé physique ou mentale<sup>90</sup>.

Lorsque l'État partie nie l'arrestation, il est tenu de présenter des explications démontrant le contraire, d'autant plus si des témoins oculaires contredisent le rapport établi par les forces de sécurité<sup>91</sup>. Par ailleurs, le Comité a accordé le crédit voulu aux allégations des plaignants dans les affaires relatives aux disparitions forcées où les plaignants et les personnes disparues ont été arrêtés arbitrairement, sans mandat, et n'ont été ni inculpés ni présentés devant une autorité judiciaire auprès de laquelle ils auraient pu contester la légalité de leur détention<sup>92</sup>.

L'article 9, alinéa 5, du Pacte exige que le cadre national mis en place puisse accorder une indemnisation pour toutes les formes de détention illégale ou arbitraire. Cependant, l'indemnisation accordée aux victimes d'une arrestation ou d'une détention illégale ou arbitraire doit être organisée comme une question de droit exécutoire et non comme une question de grâce ou de discrétion<sup>93</sup>.

### F. Droit de choisir son propre pays

Le droit de choisir son propre pays mentionné à l'article 12 du Pacte n'est pas défini. Il fait seulement l'objet d'une Observation générale : la 27<sup>e</sup> adoptée par le Comité en 1999 qui, *mutatis mutandis*, en précise le contenu<sup>94</sup>. Le Comité a tenté dans plusieurs affaires de donner un éclairage sur cet article à travers sa jurisprudence<sup>95</sup>, qui semble avoir évolué en dents de scie et n'a pas permis jusqu'ici de déduire une ligne claire.

Dans l'affaire *Graham Cayzer c. Australie*<sup>96</sup>, l'auteur, né en Écosse, est allé vivre avec sa famille en Australie à l'âge de cinq ans. Parvenu à l'âge adulte,

<sup>90</sup> Com. dr. h., décision *Imran Ali et Bakhtaware Ali c. Norvège*, n° 2926/2017, 14 juillet 2022, § 10.6.

<sup>91</sup> *Puniram Tharu et Nira Kumari Tharuni c. Népal*, n° 3199/2018, préc.

<sup>92</sup> *Hacène Ferhati et Fatna Ferhati c. Algérie*, n° 3125/2018, préc. ; *Salah Drif et Khoukha Rafrat c. Algérie*, n° 3321/2019, préc.

<sup>93</sup> *Hermosilla Barrio c. Espagne*, n° 3102/2018, préc.

<sup>94</sup> Voy. le 7<sup>e</sup> paragraphe de l'Observation générale n° 27 (1999).

<sup>95</sup> Com. dr. h., décision *Abdilahi Ahmed Elmi c. Canada*, n° 3649/2019, 1<sup>er</sup> novembre 2022 ; décision *Jean Emmanuel Kandem Foubi c. Cameroun*, n° 2825/2016, 13 juillet 2022 ; *Graham Cayzer c. Australie*, n° 2981/2017, préc. ; décision *Rashid Ruzimatov e.a. c. Turkménistan*, n° 3285/2019, 26 octobre 2022 ; *Hacène Ferhati et Fatna Ferhati c. Algérie*, n° 3125/2018, préc. ; *D. Č. c. Lituanie*, n° 3327/2019, préc.

<sup>96</sup> *Graham Cayzer c. Australie*, n° 2981/2017, préc., § 8.4.

il a été condamné à quatre ans d'emprisonnement, puis mis en liberté conditionnelle. L'État partie a décidé d'annuler son visa pendant que sa demande de citoyenneté était en cours d'examen. Face aux velléités de l'auteur qui réclamait le bénéfice de l'article 12 du Pacte, estimant que l'Australie était son propre pays vu qu'il y a résidé depuis son enfance, l'État partie, à travers ses observations, a objecté qu'en référence à l'Observation générale n° 27 (1999), qu'il lui est loisible de soumettre l'entrée d'un étranger sur son territoire à des restrictions dès lors que celles-ci sont conformes à ses obligations internationales, et qu'en l'espèce, il a refusé la citoyenneté australienne à l'auteur. L'État partie préconise au Comité de faire une application stricte des dispositions de l'article 12, § 4, en lien avec l'article 13 du Pacte, en s'écartant de sa précédente jurisprudence dans l'affaire *Nystrom c. Australie*<sup>97</sup>, dans laquelle le Comité avait établi qu'un État peut être le « propre pays » d'une personne aux fins de l'article 12, § 4, du Pacte dans des circonstances où cette personne n'est pas un ressortissant mais peut néanmoins établir des « liens étroits et durables » avec cet État. Le Comité a décidé dans l'affaire *Graham Cayzer c. Australie* qu'aucun élément n'indique qu'il y avait des failles dans l'examen par l'État partie des éléments pouvant déterminer si l'Australie était effectivement le propre pays de l'auteur et en conséquence a écarté le grief fondé sur une violation de l'article 12, § 4, du Pacte (§ 8.4).

Dans une deuxième affaire *A. A. Elmi c. Canada*, l'auteur, né en Somalie, est entré au Canada avec sa mère alors qu'il était encore mineur. Au Canada, il a accumulé une série de déboires judiciaires ayant donné suite à de nombreuses condamnations pénales. Après un séjour en maison d'accueil, l'auteur a soumis une demande de citoyenneté à sa majorité. Ce qui lui a été refusé. À la suite d'une énième condamnation pénale, il a été interdit de territoire et menacé de renvoi en Somalie. Après l'épuisement des voies de recours internes, l'auteur a saisi le Comité, alléguant une violation par l'État partie de l'article 12, § 4, du Pacte. Il a indiqué qu'il n'avait aucun lien avec son pays d'origine et que le Canada était son propre pays, puisqu'il y a vécu jusqu'à sa majorité. L'État partie a excipé que l'auteur a encore des liens avec la Somalie qui lui a délivré un passeport, que l'auteur n'a pas fait preuve de diligence pour acquérir la nationalité canadienne en plus du fait qu'il a été condamné pour de nombreuses infractions. Le Comité a conclu que l'expulsion de l'auteur vers la Somalie, si elle était exécutée, constituerait une violation du paragraphe 4 de l'article 12 du Pacte dans la mesure où ladite expulsion

<sup>97</sup> Com. dr. h., décision *Nystrom c. Australie*, n° 1557/2007, 18 juillet 2011. Le Comité a eu à prendre antérieurement des positions contraires à la décision *Nystrom c. Australie* dans le cadre des affaires *Stewart c. Canada*, n° 538/1993, 1<sup>er</sup> novembre 1996, *Canepa c. Canada*, n° 558/1993, 3 avril 1997, et *Madafferi c. Australie*, n° 1011/2001, 26 juillet 2004.



rendrait le retour de l'auteur au Canada *de facto* impossible en raison de la réglementation canadienne sur l'immigration. Le Comité a aussi décidé que l'expulsion de l'auteur vers la Somalie, en faisant obstacle à son retour dans son propre pays, serait disproportionnée par rapport au but légitime recherché, qui est d'empêcher que d'autres infractions ne soient commises, et serait par conséquent arbitraire (§ 8.5).

### G. Droit au procès équitable et garanties judiciaires

L'article 14 du Pacte couvre notamment l'égalité devant la loi, la publicité des audiences, la compétence, l'indépendance, l'impartialité et l'égalité des tribunaux (art. 14, § 1<sup>er</sup>), la présomption d'innocence (art. 14, § 2) et les garanties liées au procès pénal (art. 14, §§ 2-7). Cet article est invoqué dans pas moins de 33 décisions au cours de la période couverte par cette chronique<sup>98</sup>.

En ce qui concerne l'alinéa 1<sup>er</sup>, touchant l'équité, la publicité des audiences, l'indépendance et l'impartialité des tribunaux<sup>99</sup>, sur huit communications soumises, seulement deux ont été déclarées recevables par le Comité<sup>100</sup>. Dans l'affaire *Tamara Selyun c. Biélorussie*<sup>101</sup>, le Comité a conclu à une violation de

<sup>98</sup> *Yury Belsky c. Biélorussie*, n° 2755/2016, préc. ; *Tamara Selyun c. Biélorussie*, n° 2840/2016, préc. ; *Lula da Silva c. Brésil*, n° 2841/2016, préc. ; *M.A.S. et I.E.J. c. Italie*, n° 3589/2019, préc. ; *D. Č. c. Lituanie*, n° 3327/2019, préc. ; décision *Erkaeva c. Kazakhstan*, n° 2864/2016, 15 mars 2022 ; *Alexander Lapshin c. Biélorussie*, n° 2945/2017, préc. ; *Maksat Nurypbaev c. Kazakhstan*, n° 2827/2016, préc. ; décision *Tsukanov c. Kazakhstan*, n° 2829/2016, 1<sup>er</sup> juillet 2022 ; *X c. Lettonie*, n° 3254/2018, préc. ; *R.E.I. c. Pays-Bas*, n° 3015/2017, préc. ; *Larissa Shchiryakova c. Biélorussie*, n° 2848/2016, préc. ; *Fedorova c. Biélorussie*, n° 2919/2016, préc. ; *Jean Emmanuel Kandem Fombi c. Cameroun*, n° 2825/2016, préc. ; décision *Mukhamadrasul Abdurasulov e.a. c. Kirghizistan*, nos 3200/2018, 3201/2018, 3202/2018, 3203/2018, 3204/2018, 3205/2018, 3206/2018 et 3207/2018, 15 juillet 2022 ; *S.M. c. Bosnie-Herzégovine*, n° 3154/2018, préc. ; *Graham Cayzer c. Australie*, n° 2981/2017, préc. ; *Nikita Likhovid c. Biélorussie*, n° 2703/2015, préc. ; décision *Dewradj Jaddoe c. Pays-Bas*, n° 3256/2018, 26 juillet 2022 ; *C.C.N. c. Suède*, n° 3701/2020, préc. ; décision *Yury Belenky c. Biélorussie*, n° 2860/2016, 8 juillet 2022 ; *Mukadder Alakus c. Turquie*, n° 3736/2020, préc. ; *V.J. c. Slovaquie*, n° 2959/2017, préc. ; *Salah Drif et Khokha Rafraf c. Algérie*, n° 3321/2019, préc. ; *Hacène Ferhati et Fatna Ferhati c. Algérie*, n° 3125/2018, préc. ; *Mümine Açikkollu c. Turquie*, n° 3730/2020, préc.

<sup>99</sup> *Yury Belsky c. Biélorussie*, n° 2755/2016, préc. ; *Tamara Selyun c. Biélorussie*, n° 2840/2016, préc. ; *Lula da Silva c. Brésil*, n° 2841/2016, préc. ; *D. Č. c. Lituanie*, n° 3327/2019, préc. ; *Erkaeva c. Kazakhstan*, n° 2864/2016, préc. ; *X c. Lettonie*, n° 3254/2018, préc. ; *Fedorova c. Biélorussie*, n° 2919/2016, préc. ; *Jean Emmanuel Kandem Fombi c. Cameroun*, n° 2825/2016, préc. ; *Mukhamadrasul Abdurasulov e.a. c. Kirghizistan*, nos 3200/2018 et s., préc. ; *Nikita Likhovid c. Biélorussie*, n° 2703/2015, préc. ; *Yury Belenky c. Biélorussie*, n° 2860/2016, préc. ; *V.J. c. Slovaquie*, n° 2959/2017, préc.

<sup>100</sup> *Tamara Selyun c. Biélorussie*, préc. ; *Lula da Silva c. Brésil*, préc.

<sup>101</sup> *Tamara Selyun c. Biélorussie*, préc.

l'article 14, § 1<sup>er</sup>, du Pacte. Le Comité a pris note de l'argument de l'auteure selon lequel l'action civile qu'elle a intentée sollicitant des informations sur l'heure de l'exécution et l'emplacement de la sépulture de son fils a été rejetée par le tribunal de district de Leninsky qui s'est déclaré incompétent. Le Comité a relevé que l'État partie a omis de fournir des informations en réponse à la demande de l'auteure sur tout autre recours judiciaire qui aurait été disponible en l'espèce. Le Comité n'a pas été convaincu par la réponse de l'État qui a informé que le droit de l'auteure à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal compétent, indépendant et impartial établi par la loi a été pleinement respecté (§ 7.4).

Dans le cadre de l'affaire *Lula da Silva c. Brésil*, face aux allégations de violation de l'article 14, § 1<sup>er</sup>, du Pacte soulevées par l'auteur, le Comité a rappelé le caractère absolu du droit d'être jugé par un tribunal indépendant et impartial. Le Comité a ensuite rappelé son approche, réaffirmée dans l'Observation générale n° 32 (2007)<sup>102</sup> sur l'élément objectif (préservation du juge contre les préjugés, les idées préconçues, traitement égal des parties) et l'élément subjectif (apparence ou perception d'impartialité) dans l'exigence d'impartialité d'un tribunal (§ 8.9). Le Comité a considéré en l'espèce, d'une part, que le Tribunal fédéral suprême du Brésil a constaté sept faits<sup>103</sup> qui montraient que le juge Moro était subjectivement partial et que, d'autre part, pour un observateur raisonnable, les faits qui se sont produits avant même la première condamnation de l'auteur en 2017 montrent que l'élément objectif de l'exigence d'impartialité n'était pas rempli (§ 8.10). Le Comité a finalement constaté une violation par l'État partie du droit de l'auteur à un tribunal impartial prévu à l'article 14, § 1<sup>er</sup>, du Pacte (§ 8.10).

Le Comité a déclaré irrecevable au titre de l'article 14, § 1<sup>er</sup>, du Pacte la communication *Mukhamadrasul Abdurasulov e.a. c. Kirghizistan*. La décision adoptée dans le cadre de cette affaire se réfère en réalité à huit affaires de même nature jointes par le Comité<sup>104</sup> conformément au paragraphe 3 de l'article 97 de son règlement intérieur. Elles concernent des allégations de violation de l'article 14, § 1<sup>er</sup>, du Pacte<sup>105</sup> formulées contre l'État partie par les victimes suite à des affrontements interethniques survenus en 2010 dans le sud du Kirghizistan entre Kirghizes et Ouzbeks. Les victimes ont soutenu

<sup>102</sup> Observation générale n° 32 (2007) sur le droit à l'égalité devant les tribunaux et les cours de justice et à un procès équitable, § 21.

<sup>103</sup> Ces faits sont énumérés au paragraphe 4.4 de la décision, chiffres (i) à (vii).

<sup>104</sup> *Mukhamadrasul Abdurasulov e.a. c. Kirghizistan*, n°s 3200/2018 et s., préc.

<sup>105</sup> Les victimes ont également soulevé dans la même espèce une violation des articles 2 (3), 7, 9 (1), 10 (1), 14 (1), (3) (b), (g), (d), et (e) du Pacte.

que l'État partie n'a pas su offrir un environnement sûr et sécurisé propice au déroulement équitable de leur procès. Faute d'éléments suffisants de la part des auteurs pour soutenir ce grief, le Comité a décidé de déclarer irrecevable cette partie de la communication (§ 6.4).

Le droit à la présomption d'innocence (art. 14, § 2, du Pacte)<sup>106</sup> est invoqué dans l'affaire *M.A.S. et I.E.J. c. Italie*<sup>107</sup>. Dans cette affaire, l'État partie a refusé d'accorder la citoyenneté à l'un des auteurs, I.E.J., au motif, entre autres, qu'il y avait une procédure pénale pendante contre lui. L'auteur a alors allégué que le refus de l'État partie de lui accorder la citoyenneté sur la base d'un procès pénal en cours violait son droit à la présomption d'innocence (§ 2.6). Le Comité a déclaré la communication irrecevable pour non-épuisement des voies de recours internes disponibles, non seulement sur la base du grief tiré de la violation de son droit à la présomption d'innocence, mais aussi de ceux tirés de la violation des articles 14 et 17 du Pacte (§ 8.4).

À l'opposé, dans l'affaire *Lula da Silva c. Brésil*, le Comité a reconnu que le fait par plusieurs officiels de l'État partie d'avoir défilé dans les médias, étalant des éléments sur la culpabilité de l'auteur, constitue une atteinte à son droit à la présomption d'innocence<sup>108</sup>. De même que dans le cadre de l'affaire *Nikita Likhovid c. Biélorussie*<sup>109</sup>, le Comité a constaté que la diffusion de documentaires concernant l'auteur sur la chaîne nationale de l'État partie et les déclarations de hauts responsables de l'État le désignant comme ayant participé à des troubles de masse et comme coupable d'avoir commis des crimes avant que sa culpabilité n'ait été dûment établie et son placement dans une cage de la salle d'audience, menotté tout au long de l'audience, constituaient une violation de l'article 14, § 2, du Pacte (§ 7.5).

L'affaire *Jean Emmanuel Kandem Foumbi c. Cameroun*<sup>110</sup> est l'unique affaire dans laquelle le Comité a considéré des griefs tirés de la violation de l'article 14, § 3, c), sur le droit à être jugé dans un délai raisonnable. En l'espèce, l'auteur a allégué que des appels interjetés contre des condamnations prononcées contre lui ont fait l'objet de retard. Le Comité a constaté une violation de l'article 14, § 3, c), s'appuyant sur le fait que l'État partie n'a avancé aucune raison de nature à justifier les longs délais procéduraux, objet de la communication, c'est-à-dire l'appel contre la décision du 26 mars 2014, qui était déjà pendant

<sup>106</sup> *Lula da Silva c. Brésil*, n° 2841/2016, préc. ; *M.A.S. et I.E.J. c. Italie*, n° 3589/2019, préc. ; *Nikita Likhovid c. Biélorussie*, n° 2703/2015, préc. ; et *D. Č. c. Lituanie*, n° 3327/2019, préc.

<sup>107</sup> *M.A.S. et I.E.J. c. Italie*, n° 3589/2019, préc.

<sup>108</sup> *Lula da Silva c. Brésil*, n° 2841/2016, préc.

<sup>109</sup> *Nikita Likhovid c. Biélorussie*, n° 2703/2015, préc.

<sup>110</sup> *Jean Emmanuel Kandem Foumbi c. Cameroun*, n° 2825/2016, préc.

depuis plus de huit ans, ainsi que le long délai entre l'introduction de la plainte contre l'auteur en mai 2013 et l'absence de jugement en première instance après plus de neuf ans (§ 7.3).

Les communications *Larissa Shchiryakova c. Biélorussie*<sup>111</sup> et *Maksat Nuryypbaev c. Kazakhstan*<sup>112</sup> n'ont pas dépassé le test de la recevabilité en ce qui concerne le droit à être assisté par un avocat, protégé par l'article 14, § 3, d), du Pacte. Par contre, les trois autres affaires déclarées recevables par le Comité (*Mukhamadrasul Abdurasulov e.a. c. Kirghizistan*<sup>113</sup>, *Nikita Likhovid c. Biélorussie* et *Mukadder Alakuş c. Turquie*) ont permis au Comité de constater des violations de l'article 14, § 3, d), du Pacte. Dans *Mukhamadrasul Abdurasulov e.a. c. Kirghizistan*, le Comité a reconnu que le fait, par les autorités de l'État partie, de n'avoir pas pu empêcher la famille des victimes de s'en prendre aux avocats des auteurs à l'intérieur et à l'extérieur du tribunal constitue une violation de l'article 14, § 3, d), du Pacte (§ 7.8). Dans l'affaire *Nikita Likhovid c. Biélorussie*<sup>114</sup> et *Mukadder Alakuş c. Turquie*<sup>115</sup>, le Comité a confirmé sa jurisprudence<sup>116</sup> en rappelant que le Pacte stipule que les accusés ont le droit d'être présents lors de leur procès et qu'une procédure en l'absence de l'accusé n'est autorisée que si c'est dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice ou si l'accusé refuse d'exercer ce droit. Dans les deux cas, le Comité a jugé les explications de l'État insuffisantes pour justifier ce manquement et a décidé qu'il y avait bien une violation de l'article 14, § 3, d), du Pacte.

Concernant le droit d'interroger ou de faire interroger les témoins, protégé par l'article 14, § 3, e), du Pacte, le Comité a constaté une violation de cet article dans l'affaire *Mukadder Alakuş c. Turquie*<sup>117</sup>. Dans cette affaire, à côté d'autres garanties judiciaires liées à la protection des droits de l'auteur (accès à son avocat, droit d'être présent au procès...), les autorités nationales n'ont pas permis à l'auteur d'interroger et de faire interroger des témoins. Dans la communication *Nikita Likhovid c. Biélorussie*<sup>118</sup>, face à l'allégation de l'auteur selon laquelle le tribunal a lu les dépositions de deux témoins sans les assigner à comparaître, le Comité a estimé que le grief de l'auteur n'était pas suffisamment étayé et, en conséquence,

<sup>111</sup> *Larissa Shchiryakova c. Biélorussie*, n° 2848/2016, préc.

<sup>112</sup> *Maksat Nuryypbaev c. Kazakhstan*, n° 2827/2016, préc.

<sup>113</sup> *Mukhamadrasul Abdurasulov e.a. c. Kirghizistan*, n° 3200/2018 et s., préc.

<sup>114</sup> *Nikita Likhovid c. Biélorussie*, n° 2703/2015, préc., § 7.6.

<sup>115</sup> *Mukadder Alakuş c. Turquie*, n° 3736/2020, préc., § 10.10.

<sup>116</sup> Voy., par exemple, la jurisprudence du Comité dans les affaires *Kostin c. Fédération de Russie*, n° 2496/2014, 21 mars 2017, § 7.2, et *Dorofeev c. Fédération de Russie*, n° 2041/2011, 11 juillet 2014. Voy. aussi l'Observation générale n° 32 (2007), § 36.

<sup>117</sup> *Mukadder Alakuş c. Turquie*, n° 3736/2020, préc., § 10.9.

<sup>118</sup> *Nikita Likhovid c. Biélorussie*, n° 2703/2015, préc.

a déclaré la communication irrecevable en ce qui concerne l'article 14, § 3, e), du Pacte. Le Comité a néanmoins déclaré la communication recevable sur d'autres griefs et constaté une violation du Pacte par l'État partie<sup>119</sup>.

Le Comité a reconnu une violation du droit de ne pas témoigner contre soi-même ou de s'avouer coupable (art. 14, § 3, g)) dans deux affaires. Dans les communications présentées par *Mukhamadrasul Abdurasulov e.a. c. Kirghizistan*<sup>120</sup>, les auteurs ont allégué que des aveux obtenus sous la torture ont été utilisés contre eux par les autorités nationales (§ 3.7). Dans la mesure où l'État partie n'a pas fourni d'éléments pouvant contredire ces déclarations, le Comité a donc conclu à une violation de l'article 14, § 3, g), du Pacte. Le Comité a noté en l'espèce que le tribunal, quoiqu'ayant eu connaissance des actes de torture perpétrés contre les auteurs, les a condamnés sur la base des confessions obtenues sous contrainte. En revanche, dans l'affaire *Nikita Likhovid c. Biélorussie*<sup>121</sup>, le Comité n'a pas été convaincu des allégations de l'auteur quant au fait d'avoir été forcé par les autorités de l'État partie à signer une confession (§ 3.5). Le Comité a constaté néanmoins une violation par l'État partie dans le cadre de cette communication des articles 9 (2) et (3), 10 (1), 14 (2) et (3) (d), 19 et 21 du Pacte (§ 8).

Le droit au recours en cas de condamnation pénale (art. 14, § 5) a fait l'objet de quatre décisions du Comité sur la période couverte par cette chronique<sup>122</sup>. Sur les deux cas concernant les Pays-Bas, le Comité a adopté une décision d'irrecevabilité<sup>123</sup> et une décision sur le fond<sup>124</sup>. Dans la décision sur le fond relative à l'affaire *Dewradj Jaddoe c. Pays-Bas*, l'auteur se plaint du fait que dans le système juridique hollandais, une fois qu'une personne a été condamnée pour la première fois par la Cour d'appel, aucun nouvel examen des faits n'est possible, contrairement au vœu de l'article 14, § 5, du Pacte. Le Comité a rappelé en l'espèce sa jurisprudence antérieure selon laquelle les États parties, dans le cadre de l'article 14, § 5, ont l'obligation de revoir les condamnations en substance<sup>125</sup>. Il a ensuite estimé en l'espèce que, faute de preuves que la

<sup>119</sup> Avec une violation des articles 9 (2) et (3), 10 (1), 14 (2) et (3) (d), 19 et 21 du Pacte.

<sup>120</sup> *Mukhamadrasul Abdurasulov e.a. c. Kirghizistan*, n° 3200/2018 et s., préc.

<sup>121</sup> *Nikita Likhovid c. Biélorussie*, n° 2703/2015, préc.

<sup>122</sup> *R.E.I. c. Pays-Bas*, n° 3015/2017, préc. ; *Jean Emmanuel Kandem Foumbi c. Cameroun*, n° 2825/2016, préc. ; *Dewradj Jaddoe c. Pays-Bas*, n° 3256/2018, préc. ; *Nikita Likhovid c. Biélorussie*, n° 2703/2015, préc.

<sup>123</sup> *R.E.I. c. Pays-Bas*, n° 3015/2017, préc.

<sup>124</sup> *Dewradj Jaddoe c. Pays-Bas*, n° 3256/2018, préc.

<sup>125</sup> Le Comité a fait référence à son Observation générale n° 32 (2007), § 45, ainsi qu'à sa décision dans les affaires *Aboushanif c. Norvège*, n° 1542/2007, 17 juillet 2008, § 7.2, et *Reid c. Jamaïque*, n° 355/1989, 8 juillet 1994, § 14.3.

Cour suprême a suffisamment examiné les faits et les éléments de preuve dans le cas de l'auteur, ce dernier a été privé de l'exercice effectif de son droit de faire réexaminer sa déclaration de culpabilité et sa peine par une juridiction supérieure et partant, l'État partie a violé l'article 14, § 5, du Pacte (§ 11.6).

Dans l'affaire *Jean Emmanuel Kandem Foumbi c. Cameroun*, le Comité a écarté la recevabilité de la communication sur le terrain de l'article 14, § 5<sup>126</sup>, tout en constatant une violation par l'État partie de l'article 14, § 3, c), du Pacte. De même que dans l'affaire *Nikita Likhovid c. Biélorussie*, le Comité n'a pas été convaincu des arguments soumis par l'auteur au titre de la recevabilité, avec toutefois un constat de violation des articles 9 (2) et (3), 10 (1), 14 (2) et (3) (d), 19 et 21 du Pacte (§ 8).

### H. Droit à la vie privée

Le Comité a considéré pas moins de onze affaires sur le droit à la vie privée<sup>127</sup>. Dans le cadre de la communication *Puniram Tharu et Nira Kumari Tharuni c. Népal*<sup>128</sup>, le fils mineur des auteurs a été torturé puis exécuté par des forces de sécurité durant le conflit survenu dans ce pays entre 1996 et 2006. Les auteurs ont soutenu que leur appartenance à l'ethnie Tharu n'a pas joué en faveur de leur fils mineur. Ce dernier a été publiquement désigné comme terroriste malgré son statut de mineur et le fait qu'il n'était pas impliqué dans des activités criminelles. Les auteurs ont estimé que l'honneur de leur fils n'a pas été restauré. Ils ont estimé également que les perquisitions répétées dans leur domicile ont constitué une violation du Pacte en raison de l'ingérence dans leur vie privée et familiale<sup>129</sup> (§ 3.5). Dans ses observations, l'État partie a nié les faits, expliquant le décès du mineur en raison de l'exercice du droit à la légitime défense exercée par les agents de l'ordre. Le Comité a constaté une

<sup>126</sup> En lien avec l'article 14, § 5, l'auteur a aussi invoqué l'article 2 (§ 3, a)) lu conjointement avec les articles 7, 9, 10, 11, 12, 14 et 17 du Pacte. Voy. *Jean Emmanuel Kandem Foumbi c. Cameroun*, n° 2825/2016, préc., § 3.1.

<sup>127</sup> *Puniram Tharu et Nira Kumari Tharuni c. Népal*, n° 3199/2018, préc. ; *Lula da Silva c. Brésil*, n° 2841/2016, préc. ; *O.H.D., O.A.D. et B.O.M. c. Australie*, n° 3023/2017, préc. ; *M.A.S. et I.E.J. c. Italie*, n° 3589/2019, préc. ; *A.Y.O. AQ c. Italie*, n° 3587/2019, préc. ; *Jean Emmanuel Kandem Foumbi c. Cameroun*, n° 2825/2016, préc. ; *Imran Ali et Bakhtavare Ali c. Norvège*, n° 2926/2017, préc. ; décision *Andreas Dafnis c. Grèce*, n° 3740/2020, 19 juillet 2022 ; *Rovshan Mursalov e.a. c. Azerbaïdjan*, n° 3153/2018, préc. ; décision *J.S. c. Australie*, n° 2804/2016, 1<sup>er</sup> juillet 2022 ; *Rashid Ruzimatov e.a. c. Turkménistan*, n° 3285/2019, préc.

<sup>128</sup> *Puniram Tharu et Nira Kumari Tharuni c. Népal*, préc.

<sup>129</sup> Les auteurs ont également soulevé une violation des articles 2 (1)-(3), 6, 7, 9, 24 (1) et 26 du Pacte.

violation de l'article 17 du Pacte, estimant que l'État partie n'a pas produit d'arguments pouvant contredire les faits exposés par les auteurs relativement aux interférences dans leur vie privée familiale (§ 7.10).

Dans l'affaire *Rashid Ruzimatov e.a. c. Turkménistan*<sup>130</sup>, le Comité a accepté les moyens soumis par les auteurs qui ont allégué une violation de l'article 17 du Pacte<sup>131</sup> vu que l'État partie leur a interdit de se rendre dans la Fédération de Russie où ils avaient des attaches familiales et professionnelles. Toute aussi originale est l'affaire impliquant *J.S. c. Australie*<sup>132</sup>, dans laquelle une Chinoise alléguait, entre autres, une violation de son droit à la vie privée suite à l'exposition de ses données personnelles en qualité de demanderesse d'asile sur le site web du Département de l'immigration et de la protection des frontières de l'Australie (§ 3.2) en lien avec les risques encourus dans son pays d'origine, la Chine<sup>133</sup>. L'État partie a contesté la recevabilité de l'article 17 en l'espèce pour non-épuisement des voies de recours internes. Le Comité est parvenu toutefois à un constat de violation de l'article 17, lu seul et conjointement avec l'article 2, § 3, du Pacte. Le Comité a noté que plus de huit ans après la reconnaissance du défaut de précaution imputable à l'État, établie par le Bureau du Commissaire australien à l'information quant aux risques encourus par l'auteure suite à la divulgation de ses données personnelles, l'auteure n'a reçu aucune indemnisation (§ 8.2).

Les deux affaires contre l'Italie *M.A.S. et I.E.J. et A.Y.O. AQ* ont été déclarées irrecevables par le Comité pour non-épuisement des voies de recours internes. Toutefois, dans le cadre des affaires *Jean Emmanuel Kandem Founbi c. Cameroun* et *Imran Ali et Bakhtaware Ali c. Norvège*, même quand le Comité a conclu par un constat de violation sur la base d'autres articles<sup>134</sup>, les griefs soumis par les auteurs au titre de l'article 17 n'ont pas dépassé le stade de la recevabilité, pour non-épuisement des voies de recours internes.

<sup>130</sup> *Rashid Ruzimatov e.a. c. Turmenistan*, n° 3285/2019, préc.

<sup>131</sup> L'article 12 du Pacte a été également soulevé dans le cadre de cette communication. Le Comité est parvenu à une violation des articles 12 et 17 du Pacte.

<sup>132</sup> *J.S. c. Australie*, n° 2804/2016, préc.

<sup>133</sup> L'auteure a allégué également une violation des articles 6 et 7 du Pacte.

<sup>134</sup> Pour *Jean Emmanuel Kandem Founbi c. Cameroun*, violations constatées de l'article 13, § 3, (c), du Pacte ; pour *Imran Ali et Bakhtaware Ali c. Norvège*, n° 2926/2017, préc., violation de l'article 24.



## I. Droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion

Les cinq affaires soumises au Comité pour violation du droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion ont été l'objet de décisions au fond<sup>135</sup>. À l'exception de l'affaire *Mukadder Alakuş c. Turquie*, toutes les autres communications concernent des allégations en lien avec l'exercice des droits des Témoins de Jéhovah. Par rapport aux griefs des auteurs au titre des paragraphes 1<sup>er</sup> et 3 de l'article 18 du Pacte, le Comité a eu l'opportunité dans le cadre des affaires *Vladimir Adyrkhayev e.a. c. Tadjikistan*, *Kiryl Dashkouski c. Biélorussie* et *Rovshan Mursalov e.a. c. Azerbaïdjan*, de rappeler son Observation générale n° 22 (1993), dans laquelle il a déclaré que l'article 18 du Pacte n'autorisait aucune restriction à la liberté de pensée et de conscience ou à la liberté d'avoir ou d'adopter une religion ou une conviction de son choix ; sauf s'il s'agit de limitations prescrites par la loi et nécessaires pour protéger la sécurité, l'ordre, la santé ou la moralité publics ou les libertés et droits fondamentaux d'autrui<sup>136</sup>.

Dans le cadre de la communication *Vladimir Adyrkhayev c. Tadjikistan*, les auteurs se sont plaints d'une atteinte aux droits qu'ils tiennent du 1<sup>er</sup> et du 3<sup>e</sup> alinéas de l'article 18 du Pacte à la suite de l'interdiction de leur organisation et du refus de son enregistrement par les autorités, dans le contexte de nombreuses exactions, y compris des détentions, des fouilles, et des saisies, perpétrées à l'encontre des Témoins de Jéhovah (§§ 3.1 et 3.2). Invité à répondre des allégations soumises par les auteurs, l'État partie a justifié ses réactions vis-à-vis des Témoins de Jéhovah par le fait que ces derniers pourraient demander à remplacer le service militaire obligatoire par un service civil, qu'ils discutaient de la Bible et de sujets religieux dans des lieux publics, des foyers et dans la rue et diffusaient de la propagande sur leurs enseignements religieux. L'État partie a aussi excipé que les Témoins de Jéhovah croyaient que leur religion était « vraie », qu'une telle croyance « pourrait conduire à l'incitation à l'intolérance religieuse et confessionnelle ». Le Comité est passé outre ces justifications de l'État partie et a conclu qu'aucune d'elles ne satisfaisait à l'exigence du paragraphe 3 de l'article 18 du Pacte, c'est-à-dire qu'aucune n'était nécessaire à la protection de la sécurité, de l'ordre et de la santé publique, ou de la morale ou des libertés et droits fondamentaux d'autrui (§ 9.7).

<sup>135</sup> Com. dr. h., décision *Vladimir Adyrkhayev c. Tadjikistan*, n° 2483/2014, 7 juillet 2022 ; *Mukadder Alakuş c. Turquie*, n° 3736/2020, préc. ; *Kiryl Dashkouski c. Biélorussie*, n° 2616/2015, préc. ; *Rovshan Mursalov e.a. c. Azerbaïdjan*, n° 3153/2018, préc.

<sup>136</sup> *Vladimir Adyrkhayev c. Tadjikistan*, n° 2483/2014, préc., § 9.2, *Kiryl Dashkouski c. Biélorussie*, n° 2616/2015, préc., § 6.2, et *Rovshan Mursalov e.a. c. Azerbaïdjan*, n° 3153/2018, préc., § 9.2.



Dans l'affaire *Rovshan Mursalov e.a. c. Azerbaïdjan*, les auteurs ont allégué le fait que des agents de la police ont interrompu un rassemblement des Témoins de Jéhovah qui se tenait en privé chez l'un des auteurs. Cette intervention de la police, suivie de perquisitions illégales, a eu lieu sans aucun mandat de justice. Les cinq ressortissants azerbaïdjanais de la communication ont été par la suite poursuivis en justice<sup>137</sup> et condamnés pour avoir pris part à une réunion religieuse illégale. Le ressortissant étranger qui les accompagnait a été condamné pour sa part pour diffusion de propagande religieuse par des étrangers et des apatrides<sup>138</sup>. Il y a lieu de souligner, par ailleurs, l'argument de l'État partie qui a réclaté le bénéfice d'une large marge d'appréciation, vu l'évolution de l'environnement géopolitique marqué par l'instabilité des États voisins. L'État partie a justifié les limitations prévues par la loi sur la liberté religieuse par crainte d'instabilité politique et le souci de protéger l'ordre public. L'État partie en l'espèce a donc demandé au Comité de considérer qu'il est, en principe, mieux placé qu'une instance internationale pour évaluer les besoins et les conditions au niveau local et que les auteurs devraient se soumettre aux conditions d'enregistrement des religions avant tout exercice du droit prévu à l'article 18 du Pacte (§ 6.7). Le Comité s'est gardé de se prononcer sur l'argument relatif à la marge nationale d'appréciation. Comme dans les autres cas biélorusses cités plus haut<sup>139</sup>, il a estimé que l'État partie n'a pas donné des explications nécessaires pouvant montrer que les limitations imposées à l'exercice de la liberté religieuse étaient justifiées par la nécessité de sauvegarder la sécurité, l'ordre, la santé ou la moralité publics, ou les libertés et droits fondamentaux d'autrui (§ 9.4). De ce fait, le Comité a conclu à une violation des alinéas 1<sup>er</sup> et 2 de l'article 18 du Pacte.

<sup>137</sup> À l'exception de M. Kvaratskhelia. Voy. *Rovshan Mursalov e.a. c. Azerbaïdjan*, n° 3153/2018, préc., § 2.2.

<sup>138</sup> En vertu de l'article 299.0.2 du Code des infractions administratives de la République d'Azerbaïdjan pour les autres auteurs et l'article 300.0.4. du même Code pour M. Kvaratskhelia qui était de nationalité étrangère.

<sup>139</sup> Voy. les affaires *Vladimir Adyrkhayev c. Tadjikistan*, préc., *Kiryl Dashkouski c. Biélorussie*, préc., et *Rovshan Mursalov e.a. c. Azerbaïdjan*, préc.

### J. Liberté d'expression

Sur les 28 cas examinés par le Comité au titre de l'article 19 du Pacte durant la période couverte par cette chronique<sup>140</sup>, seulement 9 ne concernent pas la Biélorussie<sup>141</sup>. Ce qui confirme la tendance de prévalence des communications soumises contre la Biélorussie au titre de cet article, déjà mise en exergue dans la précédente édition de cette chronique<sup>142</sup>.

Dans l'affaire *Viktor Parfenenka c. Biélorussie*<sup>143</sup>, l'auteur est un journaliste biélorusse et correspondant d'une station de radio polonaise, la radio *Bialoruskie Radio Racja*. Malgré ses efforts, l'auteur n'a pas pu obtenir son accréditation pour exercer son métier comme journaliste travaillant pour un média étranger, au motif qu'il avait commencé à exercer le métier de journaliste en publiant des articles sur le web avant même d'avoir reçu son accréditation de la part des autorités biélorusses. L'auteur a interjeté appel de cette décision se basant sur les dispositions des articles 34(3) et 35 de la Constitution biélorusse qui régissent respectivement le libre accès à l'information et l'accréditation des journalistes (§§ 2.1-2.6). L'auteur, ayant épuisé sans succès toutes les voies de recours internes, a porté l'affaire devant le Comité en alléguant une violation des droits qu'il tient de l'article 19, § 3, lu seul et conjointement avec l'article 2, § 3, du Pacte. Invité à présenter ses observations sur les allégations de l'auteur, l'État partie a contesté la recevabilité de la communication pour non-épuisement des voies de recours internes vu qu'au moment de la

<sup>140</sup> *Viktor Parfenenka c. Biélorussie*, n° 2737/2016, préc. ; *Yury Belsky c. Biélorussie*, n° 2755/2016, préc. ; *Natalya Shchukina c. Biélorussie*, n° 3242/2018, préc. ; *R.A. c. Kazakhstan*, n° 2698/2015, préc. ; *Gulyak c. Biélorussie*, n° 2847/2016, préc. ; *Sergei Govsha c. Biélorussie*, n° 2855/2016, préc. ; *Kiryl Dashkouski c. Biélorussie*, n° 2616/2015, préc. ; *Grygory Gryk c. Biélorussie*, n° 2961/2017, préc. ; *Fedynich c. Biélorussie*, n° 2913/2016, préc. ; *Larissa Shchiryakova c. Biélorussie*, n° 2848/2016, préc. ; *Andrei Tolchin c. Biélorussie*, n° 3241/2018, préc. ; *Fedorova c. Biélorussie*, n° 2919/2016, préc. ; décision *Ruslan Savolaynen c. Fédération de Russie*, n° 2830/2016, 19 juillet 2022 ; *Aleksandr Protsko e.a. c. Biélorussie*, n° 2712/2015 et s., préc. ; *S.M. c. Bosnie-Herzégovine*, n° 3154/2018, préc. ; *Romanchik et Shchukina c. Biélorussie*, n° 2917/2016, préc. ; *Alla Romanchik c. Biélorussie*, n° 3240/2018, préc. ; *Rovshan Mursalov e.a. c. Azerbaïdjan*, n° 3153/2018, préc. ; *Nikita Likhovid c. Biélorussie*, n° 2703/2015, préc. ; et *Mukadder Alakus c. Turquie*, n° 3736/2020, préc.

<sup>141</sup> *Rovshan Mursalov e.a. c. Azerbaïdjan*, n° 3153/2018, préc. ; *Mukadder Alakus c. Turquie*, n° 3736/2020, préc. ; *S.M. c. Bosnie-Herzégovine*, n° 3154/2018, préc. ; *Ruslan Savolaynen c. Fédération de Russie*, n° 2830/2016, préc. ; *R.A. c. Kazakhstan*, n° 2698/2015, préc. ; *Tsukanov c. Kazakhstan*, n° 2829/2016, préc. ; *Maksat Nuryubaev c. Kazakhstan*, n° 2827/2016, préc. ; *Erkaeva c. Kazakhstan*, n° 2864/2016, préc. ; et *Naima Boutarsa c. Algérie*, n° 3010/2017, préc.

<sup>142</sup> « Chronique des décisions du Comité des droits de l'homme des Nations Unies (2021) », cette Revue, pp. 891-893.

<sup>143</sup> *Viktor Parfenenka c. Biélorussie*, n° 2737/2016, préc.

soumission de sa communication, l'auteur n'avait pas encore saisi des organes de contrôle des autorités publiques relevant du Conseil des ministres et dans le cadre de la procédure de contrôle auprès du Procureur général. Aucune observation de l'État partie n'a été relevée. Le Comité a dès lors constaté, au vu des informations soumises par l'auteur, que l'État partie a violé l'article 19, § 3, du Pacte.

Il convient de souligner que, dans la majorité des cas alléguant une violation de la liberté d'expression, le droit de se réunir pacifiquement a été aussi invoqué<sup>144</sup>. Les affaires jointes<sup>145</sup> référencées *Alexandr Protsko e.a. c. Biélorussie*<sup>146</sup> concernent cinq communications dans lesquelles les auteurs ont sollicité l'autorisation de manifester et ne l'ont pas obtenue. Dans sa décision sur ces communications, le Comité a rappelé l'Observation générale n° 34 (2011) sur la liberté d'opinion et d'expression dans laquelle il a estimé que la liberté d'expression est essentielle pour toute société et constitue la pierre angulaire de toute société libre et démocratique (§ 7.9). Le Comité a rappelé qu'il revient à l'État de fournir la preuve que les restrictions imposées à la liberté d'expression des auteurs étaient destinées à sauvegarder les droits et la réputation d'autrui, la protection de la sécurité nationale et de l'ordre public et la morale. Le Comité a finalement constaté en l'espèce que les restrictions imposées par l'État partie contre les auteurs – même si elles se basent sur la législation nationale – n'étaient pas justifiées au titre de l'article 19, § 3, du Pacte (§ 7.10).

Dans une autre affaire, où l'auteur était un journaliste, à la différence des affaires précédentes sur le droit à la liberté d'expression et d'information, le Comité a eu à déclarer une communication irrecevable dans laquelle la demande de l'auteur d'accéder à des informations portait atteinte aux droits d'autrui. Ainsi, dans la communication *S.M. c. Bosnie-Herzégovine*<sup>147</sup>, un journaliste a sollicité à trois reprises des informations sur les performances de l'Université de Banja Luka. L'auteur a fait cette démarche en se basant sur

<sup>144</sup> *Nikita Likhovid c. Biélorussie*, n° 2703/2015, préc. ; *Yury Belsky c. Biélorussie*, n° 2755/2016, préc. ; *Natalya Shchukina c. Biélorussie*, n° 3242/2018, préc. ; *Gulyak c. Biélorussie*, n° 2847/2016, préc. ; *Sergei Govsha c. Biélorussie*, n° 2855/2016, préc. ; *Grygory Gryk c. Biélorussie*, n° 2961/2017, préc. ; *Fedynich c. Biélorussie*, n° 2913/2016, préc. ; *Andrei Tolchin c. Biélorussie*, n° 3241/2018, préc. ; et *Aleksandr Protsko e.a. c. Biélorussie*, n° 2712/2015 et s., préc.

<sup>145</sup> Communications jointes conformément au paragraphe 3 de l'article 97 du règlement intérieur du Comité.

<sup>146</sup> *Aleksandr Protsko* (communication n° 2712/2015), *Eduard Nelyubovich* (communication n° 2897/2016), *Yury Lyashenko* (communication n° 2909/2016), *Natalya Shchukina*, *Vladimir Katsora*, *Andrey Tolchin*, *Ekaterina Tolchina* et *Vasily Polyakov* (communication n° 2910/2016) et *Valery Klimov* (communication n° 2915/2016).

<sup>147</sup> *S.M. c. Bosnie-Herzégovine*, n° 3154/2018, préc.

la loi sur la liberté d'accès à l'information pour obtenir les rapports détaillés que le Bureau de l'assurance qualité de l'Université avait établis à partir des enquêtes des années précédentes. Les autorités académiques ont refusé l'accès desdites données en invoquant, entre autres, la nécessité de protéger la vie privée de tiers. L'auteur a exercé toutes les voies de recours internes jusqu'à la Cour constitutionnelle. Il a évoqué une violation de l'article 19 du Pacte<sup>148</sup>. Le Comité a déclaré la communication irrecevable pour non-étalement, estimant entre autres que l'auteur n'a pas démontré comment les informations sollicitées, y compris celles ayant rapport à des données personnelles, étaient d'intérêt public (§§ 6.7 et 6.8).

### *K. Droit à la participation aux affaires politiques de son pays*

Le Comité ne reconnaît pas une portée générale et absolue au droit à la participation aux affaires politiques de son pays. Dans le cadre de la communication *Graham Cayzer c. Australie*<sup>149</sup>, le plaignant n'a pas su convaincre le Comité de la violation de l'article 25 du Pacte dénonçant l'impossibilité pour lui de voter suite à son expulsion du pays (§ 3.6). L'État partie a excipé pour sa part que le droit conféré à l'article 25, b), du Pacte ne s'applique qu'aux citoyens et que ce n'est qu'exceptionnellement que l'auteur a pu voter aux élections fédérales et aux référendums dans le passé à la faveur d'une législation ayant accordé ce droit à certains résidents permanents avant le 25 janvier 1984. L'État partie a également excipé que l'article 25, b), du Pacte ne fait pas obligation aux États parties d'accorder le droit de vote aux résidents permanents (§ 4.23). En l'espèce, le Comité a conclu à l'irrecevabilité de la communication vu que le plaignant n'a pas suffisamment étayé ses prétentions au titre de l'article 25 du Pacte.

Dans l'affaire *Lula da Silva c. Brésil*<sup>150</sup>, le Comité a fait découler la violation du droit à la participation aux affaires politiques de son pays de la violation des règles du procès équitable. Le Comité a estimé que la procédure pénale engagée contre l'auteur et sa condamnation ultérieure violaient les garanties du procès équitable prévues à l'article 14 du Pacte. Le Comité a considéré que l'interdiction du droit de l'auteur de se présenter aux élections est une conséquence de ce procès contraire à l'article 14 du Pacte. Cette interdiction et la restriction du droit de vote de l'auteur ont constitué une violation de l'article 25, b), du

<sup>148</sup> L'auteur a aussi invoqué les articles 2, 14 et 25 du Pacte.

<sup>149</sup> *Graham Cayzer c. Australie*, n° 2981/2017, préc.

<sup>150</sup> *Lula da Silva c. Brésil*, n° 2841/2016, préc.

Pacte, a constaté le Comité (§ 8.17). Par ailleurs, dans le cadre de cette affaire, il convient de souligner l'opinion dissidente conjointement présentée par M. José Santos Pais et Mme Kobauyah Tchamdja Kaptcha. Outre la contestation de la pertinence d'autres articles en l'espèce, les membres dissidents ont estimé, en ce qui concerne la violation du droit de voter et d'être élu, que l'auteur n'a pas subi de préjudice irréparable en étant empêché de se présenter aux élections en 2018 puisqu'il était devenu entre-temps candidat aux élections présidentielles de 2022<sup>151</sup>.

Le Comité a estimé par ailleurs que *S.M.*, dans le cadre de la communication contre la Bosnie-Herzégovine<sup>152</sup>, n'a pas pu étayer ses allégations au titre de l'article 25 du Pacte. Le Comité n'a pas été satisfait des arguments du plaignant qui voulait, entre autres, tirer du refus des autorités nationales de lui permettre d'accéder à des données aux fins d'informer le public sur des questions d'intérêt général une violation de l'article 25 du Pacte.

### L. Liberté de réunion pacifique

Les affaires relatives à la liberté de réunion pacifique examinées en 2022 portent sur des interdictions des rassemblements en Russie et en Biélorussie en application de la législation nationale et font état de l'absence de justification et de proportionnalité des restrictions imposées à l'exercice de ce droit. Dans l'affaire *Nikolai Alekseev e.a. c. Fédération de Russie*, les plaignants ont porté à l'attention du Comité le refus systématique des autorités moscovites d'autoriser la tenue des rassemblements organisés par des militants pour la protection des droits LGBTI<sup>153</sup>. Le Comité a rappelé l'obligation positive des États parties de faciliter la tenue des réunions pacifiques et de permettre aux participants d'atteindre leurs objectifs et protéger les participants contre certains abus que pourraient commettre des acteurs non étatiques, tels que des interventions ou des actes de violence d'autres membres du public, de contre-manifestants ou de prestataires de services de sécurité privés. En constatant que les restrictions imposées par les autorités russes au droit de réunion des auteurs étaient directement liées à l'objectif et au thème choisis de la réunion, à savoir l'affirmation de l'homosexualité et des droits des homosexuels (§ 9.9), le Comité a rappelé à l'État partie que les lois qui interdisent dans l'État partie la « promotion de

<sup>151</sup> Voy. l'opinion individuelle conjointe de M. José Santos Pais et Mme Kobauyah Tchamdja Kaptcha, § 10, sous *Lula da Silva c. Brésil*, n° 2841/2016, préc.

<sup>152</sup> *S.M. c. Bosnie-Herzégovine*, n° 3154/2018, préc.

<sup>153</sup> Com. dr. h., décision *Nikolai Alekseev, Kirill Nepomnyashchii, Sofia Mikhailova et Yaroslav Yevtushenko c. Fédération de Russie*, nos 2943/2017, 2953/2017 et 2954/2017, 14 mars 2022.

relations sexuelles non traditionnelles auprès des mineurs » exacerbent les stéréotypes négatifs à l'égard de personnes au motif de leur orientation sexuelle et de leur identité de genre et représentaient une restriction disproportionnée de leurs droits au titre du Pacte, et il a demandé que ces lois soient abrogées. Par conséquent, le Comité considère que l'État partie n'a pas démontré que les restrictions imposées au droit de réunion pacifique des auteurs étaient fondées sur des critères raisonnables et objectifs et visaient un but légitime au regard du Pacte, et que, de ce fait, l'interdiction des manifestations a constitué une violation des droits que les auteurs tiennent des articles 21 et 26 du Pacte. Dans l'affaire *Ruslan Savolaynen c. Fédération de Russie*, le Comité a ajouté que limiter les piquets de grève à certains endroits isolés ne semble pas répondre aux normes de nécessité et de proportionnalité, en vertu de l'article 21 du Pacte<sup>154</sup>.

Dans l'affaire *Yury Belenky c. Biélorussie*, le plaignant a été déclaré coupable d'une infraction administrative pour le manquement à l'obligation des organisateurs de conclure des contrats pour des services de sécurité publique et de payer pour ces services. Rappelant son Observation générale n° 37 (2020), le Comité a estimé que l'imposition de sanctions administratives importantes, en l'absence de toute justification fournie par les autorités et les tribunaux nationaux à cet égard, constitue une restriction du droit de l'auteur de réunion pacifique, qui, bien que fondée sur la loi, n'était pas nécessaire dans une société démocratique<sup>155</sup>. En l'absence de toute autre explication de la part de l'État partie, le Comité conclut que l'État partie a violé les droits de l'auteur consacrés à l'article 21 du Pacte. Dans l'affaire *Yury Belsky c. Biélorussie*, le plaignant n'a pas été autorisé à organiser un piquet pacifique pour recueillir des signatures en faveur de la création d'une association publique de protection des droits des consommateurs<sup>156</sup>. En notant que la demande a été refusée parce que le plaignant n'avait pas soumis de contrats avec les prestataires de services municipaux concernés pour assurer les services médicaux pendant l'événement et le nettoyage des lieux par la suite, le Comité releva que ni les autorités administratives ni les tribunaux nationaux n'ont fourni de justification ou d'explication quant à la manière dont, en pratique, la réunion aurait porté atteinte aux intérêts de la sécurité nationale ou de la sûreté publique, à l'ordre public, la protection de la santé ou de la moralité publiques ou la protection des droits et libertés d'autrui, comme le prévoit l'article 21 du Pacte. L'État partie n'a pas non plus démontré que d'autres mesures aient été prises pour

<sup>154</sup> *Ruslan Savolaynen c. Fédération de Russie*, n° 2830/2016, préc.

<sup>155</sup> *Yury Belenky c. Biélorussie*, n° 2860/2016, préc. Voy. aussi *Alla Romanchik c. Biélorussie*, n° 3240/2018, préc.

<sup>156</sup> *Yury Belsky c. Biélorussie*, n° 2755/2016, préc. Voy. aussi *Sergei Govsha c. Biélorussie*, n° 2855/2016, préc. ; *Andrei Tolchin c. Biélorussie*, n° 3241/2018, préc.

faciliter l'exercice par l'auteur des droits garantis à l'article 21 (§ 7.6). Dans la plainte présentée par *Natalya Shchukina c. Biélorussie*, la plaignante a été traduite devant les tribunaux nationaux et condamnée à de lourdes amendes pour avoir participé à deux rassemblements pacifiques. Le Comité constata que les tribunaux nationaux n'ont pas justifié leur décision ou expliqué en quoi, dans la pratique, les manifestations auxquelles elle a participé auraient menacé les intérêts visés à l'article 21 du Pacte, à savoir la sécurité nationale, la sûreté publique ou l'ordre public, la santé ou la moralité publiques ou les droits et libertés d'autrui<sup>157</sup>.

### M. Droit à l'égalité devant la loi

Dans le cadre des communications jointes soumises contre la Russie<sup>158</sup> et relatives à la discrimination contre les personnes LGBTI, le Comité a maintenu ses mêmes conclusions que nous avons soulignées dans la précédente chronique<sup>159</sup> dans l'affaire *Vladimir Ivanov c. Fédération de Russie*<sup>160</sup>. Ainsi, dans ces affaires jointes, le Comité a réitéré sa position sur l'exacerbation des stéréotypes négatifs à l'égard des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres provoquée par des lois interdisant la promotion, parmi les mineurs, de relations sexuelles non traditionnelles dans l'État partie. Le Comité a estimé que ces lois représentaient une restriction disproportionnée des droits des personnes LGBTI en vertu de l'article 26 du Pacte (§ 9.15). Dans l'affaire *Ruslan Savolaynen c. Fédération de Russie*, le Comité est parvenu à la même conclusion<sup>161</sup>.

Dans la communication *Puniram Tharu et Nira Kumari Tharuni c. Népal*<sup>162</sup> citée plus haut, le Comité a noté l'affirmation des auteurs selon laquelle leur fils a été pris pour cible par les forces de sécurité parce qu'il était membre de la communauté autochtone tharu. Le Comité a noté que cette affirmation est étayée par des rapports décrivant un ensemble de violations similaires à l'encontre des membres de cette communauté autochtone ; d'où un constat de violation des articles 6 et 7 du Pacte, lus séparément et conjointement avec le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 24 et l'article 26 du Pacte (§ 7.5).

<sup>157</sup> *Natalya Shchukina c. Biélorussie*, n° 3242/2018, préc.

<sup>158</sup> *Nikolai Alekseev, Kirill Nepomnyashchiy, Sofia Mikhailova et Yaroslav Yevtushenko*, nos 2943/2017, 2953/2017 et 2954/2017, préc.

<sup>159</sup> « Chronique des décisions du Comité des droits de l'homme des Nations Unies (2021) », *cette Revue*, p. 895.

<sup>160</sup> Com. dr. h., décision *Vladimir Ivanov c. Fédération de Russie*, n° 2635/2015, 18 mars 2021.

<sup>161</sup> *Ruslan Savolaynen c. Fédération de Russie*, n° 2830/2016, préc.

<sup>162</sup> *Puniram Tharu et Nira Kumari Tharuni c. Népal*, préc.

## Conclusion

Le Comité des droits de l'homme a examiné des affaires dont les faits révèlent la violation de plus d'un droit protégé par le Pacte. Le Comité se montre plus exigeant au niveau de la recevabilité, en particulier sur le niveau d'étalement des griefs. Les affaires portées devant lui, à l'exception des affaires relatives au non-refoulement, reflètent des situations systémiques, telles que l'imposition des restrictions imposées systématiquement par les autorités nationales ou l'absence d'enquête effective et indépendante, ou bien de recours utile. La majorité de ces affaires démontre l'importance que la procédure de plaintes individuelles devant le Comité des droits de l'homme revêt pour la protection des droits humains dans des États parties qui se montrent de plus en plus autoritaires et tournent le dos aux systèmes régionaux. La représentation des victimes par des défenseurs des droits humains, soit des organisations de la société civile ou des conseillers individuels, reste une composante de ce système largement méconnu.